



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ.

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

PUBLISHED BY AUTHORITY.

PROVINCE DE QUEBEC

QUEBEC, SAMEDI, 17 JUIN 1905

AVIS DU GOUVERNEMENT.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent. 2075

Nomination

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par ordre en conseil, en date du septième jour de juin 1905, de nommer M. Alphonse Filteau, de la paroisse de Saint-Michel, comté de Bellechasse, inspecteur d'écoles catholiques. 2221

Proclamation

Canada }
Province de } L. A. JETTE.
Québec. }
[L. S.]

EDOUARD VII, par la Grâce de Dieu, Roi du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande, et des possessions britanniques au-delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 17th JUNE, 1905.

GOVERNMENT NOTICES

Notices, documents or advertisements received after noon on Thursday of each week, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number. 2076

Appointment

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council, dated the seventh day of June, 1905, to appoint Mr. Alphonse Filteau, of the parish of Saint Michel, county of Bellechasse, catholic school inspector. 2222

Proclamation

Canada, }
Province of } L. A. JETTE.
Quebec. }
[L. S.]

EDWARD THE SEVENTH, by the Grace of God, of the United Kingdom of Great Britain and Ireland and of the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful the Legislative Councillors of the Province of Quebec, and the Members elected to serve in the Legislative Assembly of Our said Province and summoned and called

de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq, et à chacun de vous—SALUT.

PROCLAMATION.

A TIENDU que l'assemblée de la Législature de la province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-NEUVIEME jour du mois de JUIN mil neuf cent cinq, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en notre cité de Québec ;

SACHEZ MAINTENANT QUE, pour diverses causes et considérations, et pour la plus grande aise et la plus grande commodité de Nos bien-aimés sujets, Nous avons cru convenable, par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec nous, en notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, le HUITIEME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec : TÉMOIN, Notre Très Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Chevalier, Commandeur de Notre Ordre Très distingué de Saint-Michel et Saint-George, Lieutenant Gouverneur de Notre dite Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province de Québec, ce DOUZIEME jour de JUIN, dans l'année de Notre-Seigneur, mil neuf cent cinq, et dans la cinquième année de Notre Règne.

Par ordre,

L. G. DESJARDINS,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.
Québec.

2219

Avis du Gouvernement

La compagnie "Dodge Manufacturing Company, Limited," de Toronto, a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

La principale place d'affaires dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Francis Joseph Hopkins, de la cité de Montréal.

JOS. BOIVIN,
Sous-secrétaire de la province.
Québec, 9 juin 1905. 2207

La compagnie "The Liverpool & London & Globe Insurance Company" a été autorisée à faire des affaires dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. James Gardner Thompson, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.
Québec, 14 juin 1905.

to a Meeting of the Legislature of Our said Province, at Our City of Québec, on the TWENTY NINTH day of the month of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, you and each of you.—GREETING.

PROCLAMATION

W HEREAS the Meeting of the Legislature of the Province of Québec, stands prorogued to the TWENTY NINTH day of the month of JUNE, one thousand nine hundred and five, at which time, at Our City of Québec, you were held and constrained to appear :

Now Know YE, that for divers causes and considerations and taking into consideration the great ease and convenience of Our loving subjects, We have thought fit, by and with the advice of Our Executive Council of the Province of Québec, to relieve you and each of you, of your attendance at the time aforesaid, hereby convoking and by these presents enjoining you and each of you, that on the EIGHTH day of the month of AUGUST next, you meet Us, in Our Legislature of the said Province, at Our city of Québec, and therein to do as may seem necessary. HEREIN FAIL NOT.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our said Province of Québec, to be hereunto affixed : WITNESS, Our Right Trusty and Well-Beloved, the Honorable SIR LOUIS A. JETTE, Knight, Commandeur of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant Governor of Our Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our said Province, this TWELFTH day of JUNE, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and five, and in the fifth year of Our Reign.

By command,

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Crown in Chancery.
Québec.

2220

Government Notice

The "Dodge Manufacturing Company of Toronto, Limited," has been authorized to do business in the province of Québec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Francis Joseph Hopkins of the city of Montreal.

JOS. BOIVIN,
Deputy Provincial Secretary.
Québec, 9th June, 1905. 2208

"The Liverpool & London & Globe Insurance Company" has been authorized to do business in the province of Québec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving services in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. James Gardner Thompson, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.
Québec, 14th June, 1905.

La compagnie "The Excelsior Life Insurance Company" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Odilon Léger, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 14 juin 1905.

La compagnie "Gunn, Langlois and Company Limited" a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Charles Langlois, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 15 juin 1905.

La compagnie "National Cash Register Company", a été autorisée à faire des opérations dans la province de Québec.

Sa principale place d'affaires, dans la province, est à Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations en toutes actions et procédures exercées contre elle, est M. Alfred Blackwell, de la cité de Montréal.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

Québec, 15 juin 1905.

AVIS

Est par le présent donné que, conformément à l'acte 54 Vict., chap. 14, le bureau des examinateurs des mesureurs de bois de la province de Québec se réunira au bureau des Terres de la Couronne, à Trois-Rivières, le 10 juillet 1905, pour l'examen des candidats qui désirent obtenir une licence de mesureur de bois.

E. E. TACHE,
Sous-ministre.

Département des Terres,
Mines et Pêcheries.

2145-2

Avis est par le présent donné qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, par Hector L. Cardin, notaire public, demeurant et pratiquant en le village de Massueville, comté et district de Richelieu, laquelle il demande le transfert, en sa... des minutes, répertoire et index de feu A. Durocher, en son vivant notaire public, pratiquant en le dit village de Massueville, dits comté et district, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de province.

2001.4



PROVINCE DE QUÉBEC

DEPARTEMENT DES TERRES, MINES ET
PÊCHERIES

SECTION DES BOIS ET FORÊTS.

Québec, 13 mai 1905.

Avis est par le présent donné que, conformément aux sections 1334, 1335 et 1336 des statuts refondus de la province de Québec, les limites à bois ci-après désignés, suivant l'écarture donnée, plus ou moins,

"The Excelsior Life Insurance Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Odilon Léger, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 14th June, 1905.

The "Gunn, Langlois & Company, Limited" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Charles Langlois, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 15th June, 1905.

The "National Cash Register Company" has been authorized to do business in the province of Quebec.

Its chief place of business, in the province, is at Montreal.

Its principal agent, for the purpose of receiving service in any suits and proceedings instituted against it, is Mr. Alfred Blackwell, of the city of Montreal.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

Quebec, 15th June, 1905.

2258

NOTICE

Is hereby given that, in compliance with the act 54 Vict., chap. 14, the board of examiners of cullers of the province of Quebec shall meet at the Crown Lands Office, at Three Rivers, on the 10th July, 1905, in order to proceed to the examination of candidates desirous of obtaining license as lumber culler.

E. E. TACHE,
Deputy minister.

Department of Lands,
Mines and Fisheries.

2146

Notice is hereby given that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant Governor of the province of Quebec, by Hector L. Cardin, notary public, practising and residing in the village of Massueville, in the county and district of Richelieu, by which he asked for the transfer, in his favor, of the minutes, repertory and index of the late A. Durocher, in his lifetime notary public, practising in the said village of Massueville, county and district aforesaid, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2002



PROVINCE OF QUEBEC.

DEPARTMENT OF LANDS, MINES AND
FISHERIES.

WOODS AND FORESTS.

Quebec, 13th May, 1905.

Notice is hereby given that, conformably to sections 1334, 1335 and 1336 of the consolidated statutes of the province of Quebec, the timber limits hereinafter mentioned, at their estimated area,

et dans l'état ou elles sont actuellement, seront offertes en vente à l'enchère, au bureau du Ministre des Terres, Mines et Pêcheries, en cette ville, le JEUDI, 22 JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

more or less, and in their present state, will be offered for sale at public auction, in the Department of Lands, Mines and Fisheries, in this city, on THURSDAY, 22nd day of JUNE next, at TEN o'clock A. M.

OTTAWA SUPERIEUR.

	Superficie Milles carrés.
Bloc A.	
3ème rang, 11.....	50
4ème rang, 10 à 14, chacune.....	50
" 15 moitié nord.....	25
" 16 moitié sud.....	25
" 17 à 19, chacune.....	50
" 20 moitié nord.....	24½
" 20 moitié sud.....	27½
5ème rang, 17 à 23, chacune.....	50
6ème rang, 10 moitié nord.....	25
" 11 moitié nord.....	25
" 13.....	50
" 20 à 23, chacune.....	50
Rivière du Lièvre, branche N.-O., No 7.....	50
" " " 8.....	50
" " " 9.....	50
" " " branche du milieu No 7...	40
" " " " " " " 8...	30
Rivière Ottawa, 607.....	22

SAINT MAURICE.

Manouan 1, nord.....	50
" 2, nord.....	24
" 3, nord.....	35
" 1, sud.....	50
" 2, sud.....	50
" 3, sud.....	45
" 8, sud.....	30
" 9, sud.....	21
Haut Saint-Maurice, 9 à 14, chacune.....	50
" " 15.....	60
" " 16.....	38
" " 17 à 27, chacune.....	50
" " 28.....	62
" " 29.....	35
" " 30.....	30
" " 31 à 34 chacune.....	50
Rivière Croche, A.....	40
" B.....	34½
" C.....	50
" D.....	37½
" E.....	41
Arrière Rivière Trenche Ouest.....	57
Lac à la Carpe.....	22

SAINT-CHARLES.

Rivières du Moulin, 4.....	12
Rivières aux Ecorces et au Canot.....	39
Rivières aux Ecorces, 5.....	29
" 6.....	41
Rivière au Canot, 1.....	26
Grande Pikauba, 2.....	38
" 3.....	38
Rivière Sainte-Anne de Beaupré, 1.....	28
" " " 2.....	27
" " " 3.....	37

LAC SAINT-JEAN OUEST.

Rivière au Saumon, 1.....	46
" 2.....	49
" 3.....	41½
" 4.....	68
" 5.....	91½
Canton Dablon, rangs 2, 3 et 4.....	2½
Canton Ross, No 1.....	8½
" No 4.....	15½
Rivière Ou'atchouaniche, No 1.....	11

LAC SAINT-JEAN EST.

Canton Kénogami, No 2.....	1½
----------------------------	----

UPPER OTTAWA.

	Area Square Miles.
Bloc A.	
3rd range, 11.....	50
4th range, 10 to 14, each.....	50
" 15, North half.....	25
" 16, South half.....	25
" 17 to 19, each.....	50
" 20, North half.....	24½
" 20, South half.....	27½
5th range, 17 to 23, each.....	50
6th range, 10 north half.....	25
" 11 north half.....	25
" 13.....	50
" 20 to 23, each.....	50
River du Lièvre, N. W. branch, No. 7.....	50
" " " 8.....	50
" " " 9.....	50
" " " Middle branch No. 7.....	40
" " " " " " " 8.....	30
River Ottawa, 607.....	22

SAINT MAURICE.

Manouan 1, north.....	50
" 2, north.....	24
" 3, north.....	35
" 1, south.....	50
" 2, south.....	50
" 3, south.....	45
" 8, south.....	30
" 9, south.....	21
Upper Saint Maurice, 9 to 14, each.....	50
" " 15.....	60
" " 16.....	38
" " 17 to 27, each.....	50
" " 28.....	62
Upper Saint Maurice, 29.....	35
" " 30.....	30
" " 31 to 34 each.....	50
River Croche, A.....	40
" B.....	34½
" C.....	50
" D.....	37½
" E.....	41
Rear River Trenche West.....	57
Lake à la Carpe.....	22

SAINT CHARLES.

River du Moulin, 4.....	12
Rivers aux Ecorces and au Canot.....	39
River aux Ecorces, 5.....	29
" 6.....	41
River au Canot, 1.....	26
Grande Pikauba, 2.....	38
" 3.....	38
River Sainte Ann of Beaupré, 1.....	28
" " " 2.....	27
" " " 3.....	37

LAKE SAINT JOHN WEST.

River au Saumon, 1.....	46
" 2.....	49
" 3.....	41½
" 4.....	68
" 5.....	91½
Township Dablon, ranges 2, 3 and 4.....	2½
Township Ross, No. 1.....	8½
" No. 4.....	15½
River Ou'atchouaniche, No. 1.....	11

LAKE SAINT JEAN EAST.

Township Kénogami, No. 2.....	1½
-------------------------------	----

SAGUENAY.

SAGUENAY.

	Superficie Milles carrés.
Rivière Malbaie, 10.....	60
“ 11.....	57
“ 12.....	54
“ 17.....	37
Bergeronnes, 1 est.....	25
Rivière Sainte-Marguerite, 87.....	24½
Rivière Manicouagan, 8 à 16, chacune.....	50
Rivière Magpie, A.....	52
“ B.....	42
Rivière Natashquan, 1 à 4, chacune.....	50
Rivière Piastre Bay, 1 à 8, chacune.....	25

	Area Square miles.
River Malbaie, 10.....	60
“ 11.....	57
“ 12.....	54
“ 17.....	37
Bergeronnes, 1 East.....	25
River Sainte Marguerite, 87.....	24½
River Manicouagan, 8 to 16, each.....	50
River Magpie, A.....	52
“ B.....	42
River Natashquan, 1 to 4, each.....	50
River Piastre Bay, 1 to 8, each.....	25

RIMOUSKI EST.

RIMOUSKI EAST.

Rivière Cap-Chat, 1.....	47½
“ 2.....	45
“ 3.....	45
Rivière Matane, A.....	48

River Cap-Chat, 1.....	47½
“ 2.....	45
“ 3.....	45
River Matane, A.....	48

GRANVILLE.

GRANVILLE.

Canton Parke, No 4.....	4½
-------------------------	----

Township Parke, No. 4.....	4½
----------------------------	----

GASPÉ OUEST.

GASPE WEST,

Rivière Sainte-Anne, D.....	48
“ E.....	43½

River Sainte Anne, D.....	48
“ E.....	43½

GASPÉ EST.

GASPE EAST.

Grande Rivière Pabos, T.....	39
------------------------------	----

Grand River Pabos, T.....	39
---------------------------	----

GASPÉ CENTRE.

GASPÉ CENTRE.

Rivière York, A.....	46½
“ B.....	52½
“ C.....	58½
“ D.....	58
“ E.....	38½
“ F.....	33½
“ G.....	28
“ H.....	27
“ I.....	38
“ J.....	23½
“ K.....	46
Rivière Saint-Jean, N.....	37½
“ O.....	42
“ P.....	33
“ Q.....	28½

River York, A.....	46½
“ B.....	52½
“ C.....	58½
“ D.....	58
“ E.....	38½
“ F.....	33½
“ G.....	28
“ H.....	27
“ I.....	38
“ J.....	23½
“ K.....	46
River Saint John, N.....	37½
“ O.....	42
“ P.....	33
“ Q.....	28½

CONDITIONS DE LA VENTE.

CONDITIONS OF SALE.

Aucune limite ne sera adjudgée à un prix moindre que le minimum fixé par le département.

No limit will be adjudged at less than the minimum price fixed by the department.

Les limites seront adjudgées au plus haut enchérisseur, sur le paiement du prix d'achat, en espèces ou par chèque accepté par une banque incorporée. A défaut de paiement, elles seront immédiatement remises à l'enchère.

The limits will be adjudged to the highest bidder on payment of the purchase price, in cash or by cheque accepted by a duly incorporated bank. Failing payment, they will be immediately re-offered for sale.

La rente foncière annuelle de trois piastres par mille, ainsi que la taxe de feu, est aussi payable immédiatement.

The annual ground rent of three dollars per mile, with fire tax, is also payable immediately.

Les limites, une fois adjudgées, seront sujettes aux dispositions des règlements concernant les bois de la Couronne, maintenant en force ou qui pourront le devenir plus tard.

Those timber limits, when adjudged, will be subject to the provisions of all timber regulations now in force or which may be enacted hereafter.

Des plans indiquant les limites ci-dessus désignées, sont déposés au département des Terres, Mines et Pêcheries, en cette ville, et au bureau des agents des terres et des bois pour les diverses agences où sont situées ces limites, et seront visibles jusqu'au jour de la vente.

Plans of limits offered for sale are opened for inspection in the Department of Lands, Mines and Fisheries, in this city, and at the office of the Crown lands and timber agents in the different agencies in which said limits are situated, up to the day of sale.

N. B.—Nul compte pour publication de cet avis ne sera reconnu si telle publication n'a pas été expressément autorisée par le département.

N. B.—No account for publication of this notice will be recognized, if such publication has not been expressly authorized to the department.

ADELARD TURGEON,
Ministre des Terres,
Mines et Pêcheries.

ADELARD TURGEON,
Minister of Lands,
Mines and Fisheries.

EXTRAITS DES REGLES ET REGLEMENTS
DU CONSEIL LEGISLATIF.*Relatifs aux avis de Bills Privés.*

53. Toute demande de bills privés qui sont proprement du ressort de la Législature de la province de Québec, suivant les dispositions de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, clause 53, pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique; soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue ou glissoire, ou autres travaux semblables, soit pour l'octroi d'un droit de traverse, la construction d'usines ou travaux pour fournir du gaz ou de l'eau, l'incorporation de professions, métiers ou de compagnies à fonds social; incorporation d'une cité, ville, village ou autre municipalité, l'imposition d'aucune taxe locale, la division d'aucun comté, pour toutes autres fins que celle de la représentation en parlement ou d'aucun canton, le changement de site d'aucun chef-lieu, ou d'aucun bureau local, les règlements concernant toute commune, le ré-arpentage de tout canton, ligne ou concession, ou pour octroyer à qui que ce soit des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers ou pour la permission de faire quoi que ce soit qui pourrait compromettre les droits ou la propriété d'autres individus, ou se rapportant à une classe particulière de la société; ou pour faire aucun amendement d'une nature semblable à un acte antérieur,—exige la publication d'un avis, spécifiant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande, savoir :

Un avis inséré dans la *Gazette Officielle*, en français et en anglais, et dans un journal publié en anglais et dans un autre publié en français, dans le district duquel s'applique la mesure demandée, ou dans l'une ou l'autre langue, s'il n'y a qu'un seul journal ou s'il n'y existe pas de journal, la publication (dans les deux langues) se fera dans la *Gazette Officielle* et dans le journal d'un district voisin.

Ces avis seront continués, dans chaque cas, pendant une période d'au moins un mois, durant l'intervalle de temps écoulé entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition.

54.—Avant d'adresser à la chambre aucune pétition demandant la permission de présenter un bill privé pour la construction d'un pont de péage, les personnes se proposant de faire cette pétition, devront, en donnant l'avis prescrit par la règle précédente, et de la même manière donner aussi avis des péages qu'elles se proposent d'exiger, de l'étendue du privilège, de la hauteur des arches, de l'espace entre les culées ou piliers pour le passage des radeaux et navires, et mentionner aussi si elles ont l'intention de construire un pont-tournant ou non, et les dimensions de ce pont-tournant.

60.—Les dépenses et frais occasionnés par des bills privés conférant quelque privilège exclusif, ou pour tout autre objet de profit ou pour l'avantage d'un particulier, d'une corporation ou d'individus, ou pour amender ou étendre des actes antérieurs, de manière à conférer des pouvoirs additionnels, ne doivent pas retomber sur le public; conséquemment les parties qui désirent obtenir ces bills sont obligées de payer au bureau des bills privés la somme de deux cents piastres, immédiatement après leur première lecture. Tous ces bills doivent être rédigés dans les langues anglaise et française, par ceux qui les demandent, et imprimés par l'entrepreneur de l'impression des bills de la chambre, et 250 exemplaires en français, et 100 en anglais de ces bills doivent être déposés au bureau des bills privés, et s'il y a des amendements, lors de la seconde lecture, qui nécessitent une réimpression du bill, ceux qui en demandent la passage devront déposer au bureau des bills privés 250 exemplaires en français, et 100 en anglais, du bill tel qu'amendé; et de plus, aucun de ces bills ne doit être soumis au comité des Bills Privés avant la production d'un certificat d'un des officiers en loi constatant que le projet de loi a été examiné et jugé conforme aux lois générales et

EXTRACTS OF RULES AND REGULATIONS
OF THE LEGISLATIVE COUNCIL*Relating to notices for Private Bills.*

53.—All application for private bills, properly within the range of the powers of the Legislature of the Province of Quebec, according to the provisions of the act of British North America, 1867, clause 52, whether for the construction of a bridge, a railway, a turnpike road or telegraph line, the construction or improvement of a harbour, canal, lock, dam or slide, or other like works the granting of a right of ferry, the construction of works for supplying gas or water, the incorporation of any particular profession or trade, or of any joint stock companies, the incorporation of a city, town, village or other municipality, the levying of any local assessment, the division of any county, for purposes other than that of representation in parliament, or of any township, the removal of the site of any county, town, or of local offices; the regulation of any common; the resurvey of any township, line or concession, or otherwise for granting to the individual or individuals any exclusive or peculiar rights or privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or relate to any particular class of the community or for making any amendment of a like nature to any former act,—shall require a notice, clearly and distinctly specifying the nature and object of the application, to be published as follows, viz:—

A notice inserted in the *Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and one newspaper in the french language in the district affected, or in both languages, if there be but one paper; or if there be no paper published therein, then (in both languages) in the *Official Gazette* and in a paper published in an adjoining district.

Such notices shall be continued in each case for a period of at least one month, during the interval of time between the close of the next preceding session and the consideration of the petition.

54.—Before any petition praying for leave to bring in a private bill for the erection of a toll bridge is presented to the house, the person or persons intending to petition for such bill shall upon giving the notice prescribed by the preceding rule, also at the same time, and in the same manner, give notice of the rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels and mentioning also whether they intend to erect drawbridge or not, and the dimensions for the same.

60.—The expenses and costs attending on private bills giving an exclusive privilege, or for any other object of profit, or private, corporate, or individual advantage, or for amending, extending or enlarging any former acts, in such manner as to confer additional powers, ought not to fall on the public; accordingly, the parties seeking to obtain any such bill shall be required to pay into the private bill office the sum of two hundred dollars, immediately after the first reading thereof. All such bills shall be prepared in the english and french languages, by the parties applying for the same, and printed by the contractor for printing the bills of the house, and two hundred and fifty copies thereof in french, and one hundred in english, shall be filed at the private bill office, and if any amendments be made at the second reading, which shall require the reprinting of the bill, the parties seeking to obtain the passing of the bill shall file in the private bill office two hundred and fifty additional copies in french, and one hundred copies in the english language, of the bill as amended; and moreover, no such bill shall be submitted to the committee on standing orders and private bill before the production of a certificate from one of the

aux règlements de cette Chambre, ni être lu pour la troisième fois avant que le greffier n'ait reçu un certificat de l'imprimeur du Roi, déclarant qu'il lui a été fait remise du coût de l'impression de 250 exemplaires de la version anglaise de l'acte, et de 500 de la version française, pour le gouvernement.

Le promoteur doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de \$200, et en sus le coût de l'impression du bill dans le volume des statuts, de déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité, auquel le bill est renvoyé.

Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, d'éclairage, d'octroyer une charte à une cité ou à une compagnie à fonds social, ou d'amender telle charte, et de trois cents piastres dans les autres cas.

2.—L'honoraire payable lors de sa seconde lecture d'un bill privé, n'est payé qu'à celle des chambres où il a été présenté, mais les frais d'impression doivent être payés dans chaque chambre.

2071

LOUIS FRECHETTE,
G. C. L.

ASSEMBLEE LEGISLATIVE.

Bills privés

51. Toute demande de bills privés dont la matière tombe dans les attributions de la Législature de Québec, conformément à l'esprit de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, soit pour la construction d'un pont, d'un chemin de fer, d'un tramway, d'un chemin à barrières, ou d'une ligne télégraphique ou téléphonique, soit pour la construction ou l'amélioration d'un havre, canal, écluse, digue, glissoire, ou autres travaux semblables ; soit pour la concession d'un droit de passage d'une rive à l'autre, soit pour l'incorporation d'une compagnie à fonds social d'un commerce ou d'un métier particulier, soit pour l'incorporation d'une cité, ville, village, ou autre municipalité, soit pour le prélèvement d'une cotisation locale, soit pour la division d'une municipalité ou d'un comté, pour des fins autres que celle de la représentation dans la Législature, soit pour le changement de chef-lieu, ou le déplacement des bureaux publics d'un comté, soit pour le réarpentage d'un canton, ou d'une délimitation ou concession de canton, soit pour concéder à un ou plusieurs individus des droits ou privilèges exclusifs ou particuliers, pour les autoriser à faire quoi que ce soit pouvant affecter les droits ou la propriété d'autres personnes, ou pouvant concerner une classe particulière de la société, ou pour faire un amendement de même nature à une loi déjà en vigueur, doit être précédée d'un avis établissant clairement et distinctement la nature et l'objet de la demande.

2. Cet avis doit, sauf dans le cas de corporations existantes, être signé de la part de ceux qui font la demande, et doit être publié dans la *Gazette Officielle de Québec*, en français et en anglais, ainsi que dans un journal français et dans un journal anglais du district que le bill concerne ; et s'il n'y a ni journal français ni journal anglais dans ce district, alors l'avis doit être publié dans un journal français ou dans un journal anglais d'un district voisin.

3. Dans chacun de ces cas, cet avis doit être publié sans interruption, pendant au moins un mois, dans l'intervalle, entre la clôture de la session précédente et la prise en considération de la pétition ; et des exemplaires des journaux contenant la première et la dernière insertion de l'avis doivent être envoyés au greffier par ceux qui l'ont publié, afin d'être déposés au bureau du comité des Ordres permanents.

law officers that such bill has been examined and been found to be in conformity with the general laws and the rules of this House, nor shall it be read a third time until a certificate from the King's printer shall have been filed with the clerk, that the cost of printing two hundred and fifty of the act in english and five hundred copies in french, for the government, has been paid him.

The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of \$200, and further more the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee, to which such Bill is referred.

If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the clerk at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relates to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, to incorporate a city or joint stock company, or to amend such act of incorporation, and of three hundred dollars in all other cases.

2.—The fee payable on the second reading of any private bill is paid only in the house in which such bill originates, but the costs of printing the same is paid in each house.

2072

LOUIS FRECHETTE,
C. L. C.

LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Private Bills

51. All application for Private Bills, properly the subject of legislation by the Legislature of Quebec, within the pervue of "The British North America Act, 1867," whether for the erection of a Bridge ; the making of a Railway, Tramway, Turnpike Road, Telegraph or Telephone Line ; the construction or improvement of a Harbor, Canal, Lock, Dam, Slide, or other-like work ; the granting of a right of Ferry ; the incorporation of any particular Trade or Calling, or of any Joint Stock Company ; the incorporation of a City, Town, Village or other Municipality ; the levying of any local Assessment ; the division of any Municipality or of any County for purposes other than that of the representation in the Legislature ; the removal the site of a County Town or of any local Office, the re-survey of any Township, or of any Township Line or Concession ; or for granting to any individual or individuals any exclusive or peculiar Rights or Privileges whatever, or for doing any matter or thing which in its operation would affect the rights or property of other parties, or which relate to any particular Class of the community ; or for making any Amendment of a like nature to any existing Act,—shall require a Notice clearly and distinctly specifying the nature and object of the application.

2. Such Notice, except in the case of existing Corporation, shall be signed on behalf of the Applicants, and shall be published in the *Quebec Official Gazette*, in the english and french languages, and in one newspaper in the english, and in one newspaper in the french language, in the district affected ; and in default of either of such newspaper in such district, then in a similar newspaper published in an adjoining district.

3. Such notice shall be continued, in each case, for a period of at least one month during the interval of time between the close of the next preceding Session and the consideration of the petition ; and copies of the newspaper containing the first and last insertion of such notice, shall be sent by the parties who inserted such Notice to the Clerk of the House, to be filed in the office of the Committee on Standing Orders.

52. Lorsqu'il s'agit d'un bill autorisant la construction d'un pont de péage, la partie ou les parties qui se proposent d'en faire la demande doivent, dans l'avis prescrit par la règle précédente, indiquer les taux de péage qu'elles ont l'intention d'exiger, l'étendue du privilège qu'elles réclament, la hauteur des arches du pont, l'espace entre les piles et les culées pour le passage des navires ou des trains de bois ; et, de plus, si leur intention est de construire un pont-lévis, elles doivent le spécifier et faire connaître en même temps les dimensions du pont-lévis.

57. Quand il est présenté un bill pour confirmer des lettres patentes ou une convention, copie certifiée de cette convention ou de ces lettres patentes doit y être annexée.

"2. Les bills pour constitution de cités ou de villes, ou de compagnies à fonds social, ou de compagnies de chemins de fer, ne doivent contenir, en sus des clauses spéciales et de rigueur, que les dispositions dérogoires aux Statuts refondus concernant les corporations de villes, [ou à la loi des cités et villes, 1903], ou à la loi des clauses générales des compagnies à fonds social, ou aux dispositions des Statuts refondus concernant les chemins de fer, suivant a circonstance ; mais ils doivent mentionner, dans chaque cas particulier, la clause du statut général à laquelle on veut déroger, et la remplacer par une clause nouvelle. La pétition devra alléguer les raisons particulières pour motiver l'introduction de ces changements.

3. Tous les bills autorisant la construction de chemins de fer, chemins à barrières, lignes de télégraphe ou de téléphone, devront mentionner les terminus, ainsi que l'indication de la route à suivre ; et les bills relatifs à la constitution en corporation des compagnies de pouvoir électrique ou hydraulique devront spécifier clairement les privilèges spéciaux à elles conférés, et que les noms des localités où elles veulent opérer.

Les plans des routes de ces chemins de fer, chemins à barrière, lignes de télégraphe ou de téléphone, et la situation des ateliers des compagnies de pouvoir électrique et hydraulique devront être produits devant le comité auxquels ces bills seront soumis, et ce comité ne pourra procéder avant leur production.

4. Les bills pour amender des statuts en vigueur doivent contenir les clauses nouvelles que l'on veut substituer aux anciennes, et les amendements doivent être énoncés entre crochets.

F Tout bill à l'effet d'autoriser l'admission à l'exercice de la profession d'avocat, de notaire, de médecin, d'arpenteur, de chimiste ou de dentiste doit contenir, au préalable, une déclaration portant que ce bill a été approuvé par le bureau ou conseil de la profession dans laquelle le requérant désire entrer. Et le comité des bills privés ne devra procéder à l'examen de tel bill qu'après production d'une copie authentique de l'approbation de l'autorité compétente.

Une copie certifiée de la résolution du bureau ou conseil d'administration, approuvant tel bill, devra être adressée au greffier, en même temps que la copie du bill pour être soumise au comité des bills privés.

"5a. Les exemplaires des bills privés, déposés entre les mains du greffier, seront transmis sans délai au bureau des officiers spéciaux en loi pour examen ; et aucun tel bill ne pourra être considéré par le comité des bills privés avant la production d'un rapport d'un de ces officiers constatant que le projet a été trouvé conforme aux Règles de la Chambre et indiquant en quoi il déroge aux lois générales.

6. Les auteurs d'un bill qui ne l'auront pas rédigé conformément à la présente règle devront le recommencer et le faire imprimer de nouveau, à leurs frais.

58. Toute personne qui demande à présenter un bill privé lui conférant un privilège ou profit exclusif, ou un avantage personnel ou collectif, ou demandant quelque amendement à un statut en vigueur,

52. In the case of an intended application for a Private Bill for the erection of a Toll-bridge, the person or persons intending to petition for such Bill, shall, in the notice prescribed by the preceding Rule, specify the Rates which they intend to ask, the extent of the privilege, the height of the arches, the interval between the abutments or piers for the passage of rafts and vessels, and also whether it is intended to erect a drawbridge or not, and the dimensions of the same.

57. When any Bill for confirming any Letters Patent or Agreement is introduced, a certified copy of such Letters Patent or Agreement must be attached to it.

"2. Bills for the incorporating of Cities or Towns, or of Joint Stock Companies, or of Railway Companies, shall contain, in addition to the special and absolutely necessary clauses, only such provisions as may derogate from the provisions of the Revised Statutes respecting Town Corporations, [or from the "Cities and Towns' Act, 1903,"] or from the "Joint Stock Companies' General Clauses Act," or from the provisions of the Revised Statutes respecting Railways, as the case may be, but shall specify in each special instance the Clause of the General Act which is sought to be departed from and shall replace the same by a new Clause. Special grounds shall be set forth in the Petition for the introduction of such provisions.

3. All Bills authorizing the building of any railway turnpike road, telegraph or telephone lines, shall mention the terminal points, with a general indication of the route to be taken, and those incorporating Electric and Water Power Companies, shall clearly specify the particular privilege conferred, with the names of the places in which they are to be exercised.

Plans showing the routes of such Railways, turnpike roads, Telegraph or Telephone lines, and the positions of the works of any Companies shall be produced before the Committee to which such Bills are referred, and until so produced, the said Committee shall not proceed thereon.

4. Bills for amending existing Acts shall be framed so as to replace Clauses sought to be amended by new Clauses, indicating the Amendments between brackets.

5. Every Bill to authorize admission to the practice of the profession of advocate, notary, physician, surveyor, chemist or dentist shall contain a statement in the preamble that such Bill has been approved by the Board or Council of the profession which the petitioner desire to enter. And the Private Bills Committee shall not proceed with any such Bill until an authentic copy of the formal resolution of the Board or Council, approving of such application be produced before the Committee.

A certified copy of the resolution of the board or council of management, approving such bill, shall be sent to the clerk at the same time that the copy of the bill in order that it may be submitted to the Private Bills Committee."

"5a. All copies of Private Bills deposited in the hands of the Clerk, shall be sent without delay to the Special Law Officers for examination, and no such Bill shall be submitted to the Committee on Private Bills before the production of a report from one of such officers certifying that such Bill has been found to be in conformity with the rules of this House, and indicating in what manner it derogates from the general laws

6. Bills which are not framed in accordance with this Rule shall be re-cast by the promoters and reprinted at their expense.

58. Any person seeking to obtain any Private Bill, giving any exclusive privilege or profit, of corporate advantage, or for any amendment of an existing Act, shall deposit with the Clerk of the

doit déposer entre les mains du greffier, huit jours avant l'ouverture de la session, un exemplaire de ce bill en français ou en anglais, et remettre en même temps au comptable de la chambre une somme suffisante pour payer l'impression de cinquante exemplaires en français et de trois cent cinquante exemplaires en anglais, de plus \$2 par page d'impression pour la traduction et cinquante centins par page pour la correction et la revision des épreuves. La traduction doit être faite par les officiers de la Chambre, et l'impression par l'entrepreneur des impressions.

"2. Le pétitionnaire doit aussi payer au comptable de la Chambre une somme de deux cents piastres, outre le prix d'impression du bill dans le volume des Statuts, et déposer le reçu de ces paiements entre les mains du greffier du comité auquel le bill est renvoyé

Ces paiements doivent être faits immédiatement après la deuxième lecture du bill et avant que le comité le prenne en considération.

"3. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins huit jours avant l'ouverture de la session, et si la pétition n'est pas présentée dans les premiers huit jours de la session, la somme à être payée au comptable sera de cinq cents piastres, s'il s'agit d'une compagnie de chemin de fer, de tramway, de télégraphe, de téléphone, ou d'octroyer une charte à une compagnie à fonds social ou d'amender telle charte, ou d'amender une charte de cité ou de ville, et de trois cents piastres dans les autres cas.

"3a. Si un exemplaire du bill n'a pas été déposé entre les mains du greffier, au moins trois semaines avant l'ouverture de la session, lorsqu'il s'agit d'octroyer ou de refondre une charte de cité ou de ville, le bill ne sera pas examiné par les officiers spéciaux en loi, ni imprimé et ne pourra être considéré par la Chambre ou aucun de ses comités."

L. G. DESJARDINS,
Greffier de l'Assemblée Législative.

2073

House, eight days before the opening of the Session, a copy of such Bill in the English or French language, and shall, at the same time, deposit with the Accountant of the House a sum sufficient to pay for printing 350 copies in English and 500 copies in French, and also \$2.00 per page of printed matter for the translation and fifty cents per page for correcting and revising the printing. The translation shall be made by the officers of the House, and the printing shall be done by the Contractor.

"2. The applicant shall also pay to the accountant of the House a sum of two hundred dollars, and furthermore the cost of printing the Bill for the Statutes, and shall lodge the receipt for the same with the Clerk of the Committee to which such Bill is referred.

Such payments shall be made immediately after the second reading and before the consideration of the Bill by such Committee.

"3. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least eight days before the opening of the session, and if the petition have not been presented within the first eight days of the session, the amount to be paid to the accountant shall be five hundred dollars, if it relate to a railway, tramway, telegraph, telephone or lighting company, or if it incorporate a joint stock company or amend such act of incorporation or amend the charter of a city or town, and of three hundred dollars in all other cases.

"3a. If a copy of the Bill have not been deposited in the hands of the Clerk, at least three weeks before the opening of the session, if it relate to the incorporation of any city or town or to the consolidation of any such act or incorporation, such Bill shall not be examined by the Special Law Officers or printed nor shall it be taken into consideration by the House or any of its Committees."

L. G. DESJARDINS,
Clerk of the Legislative Assembly.

2074

Avis Divers

ASSOCIATION DES ARCHITECTES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

Montréal, 10 juin 1905.

Les examens pour l'admission à l'étude de l'architecture et à l'enregistrement auront lieu mardi, le 18, mercredi, le 19, jeudi, le 20, et vendredi, le 21 juillet, 1905, aux bureaux de l'association des architectes de la province de Québec, 5, Beaver Hall square, à Montréal, et à Québec, à l'hôtel de ville, à 9 heures de l'avant-midi de chaque jour.

Les aspirants pour admission à l'étude devront donner un mois d'avis au soussigné. Cet avis devra être accompagné des honoraires de \$10.00.

Les candidats à l'enregistrement devront donner un mois d'avis au soussigné. Cet avis devra être accompagné des honoraires de \$25.00.

J. E. VANIER,
Secrétaire,

2211 5, Beaver Hall square, Montréal.

Canada,
Province de Québec,
District de Trois-Rivières.

RÈGLEMENT No 1.

Attendu que le siège principal des affaires de "La Compagnie du Téléphone du comté de Saint-Maurice" est à Saint-Boniface de Shawinigan, dans le district de Trois-Rivières et province de Québec ;
Attendu qu'il a été jugé à propos que le dit siège soit transféré de Saint-Boniface de Shawinigan à Saint-Stanislas de Champlain ;

En conséquence, "La Compagnie du Téléphone du comté de Saint-Maurice", décrète ce qui suit :

Miscellaneous Notices

PROVINCE OF QUEBEC ASSOCIATION OF ARCHITECTS.

Montreal, 10th June, 1905.

The examination for admission to study of architecture and for registration will be held on Tuesday, the 18th, Wednesday, the 19th, Thursday, the 20th, and Friday, the 21st July, 1905, at the rooms of the province of Quebec Association of Architects, 5, Beaver Hall square, at Montreal, and at the City Hall of Quebec, at 9 o'clock in the forenoon each day.

Intending candidates for studentship are required to give one month's notice to the undersigned. The said notice to be accompanied by a fee of \$10.00.

Candidates for registration are required to give one month's notice to the undersigned. The said notice to be accompanied by a fee of \$25.00.

J. E. VANIER,
Secretary,

2212 5, Beaver Hall square, Montreal.

Canada,
Province of Quebec,
District of Three Rivers.

BY-LAW No. 1.

Whereas the principal place of business of "La Compagnie du Téléphone du comté de Saint-Maurice" is at Saint Boniface de Shawinigan, in the district of Three Rivers and province of Quebec ;
Whereas it has been thought proper to have the said place transferred to from Saint Boniface de Shawinigan to Saint Stanislas de Champlain.

Accordingly, "La Compagnie du Téléphone du comté de Saint-Maurice," decides as follows :

1° Que le siège principal des affaires de "La Compagnie du Téléphone du comté de Saint-Maurice" soit transféré de Saint-Boniface de Shawiagan à Saint-Stanislas de Champlain ;

2° Que ce règlement a été soumis pour être approuvé par les voix d'au moins les deux tiers en valeur des actionnaires présents à une assemblée générale spéciale dûment convoquée pour en délibérer.

Passé ce 3 mars 1905, à Saint-Stanislas de Champlain.

(Signé) F. LEBLANC, Président.
 " HECTOR HARDY, Secrétaire.

Publié conformément à l'article 4713a S. R. P. Q., amendé. 2229

DISTRICT ELECTORAL DE MONTREAL, No 2

Etat des dépenses de l'Honorable Lomer Gouin, candidat à la susdite élection, par son agent, et de ses dépenses personnelles :

Salles de comités, etc., etc.....	\$237 00
Papeterie, copistes et impressions	206 00
Annonces.....	179 75
	<hr/>
	\$622 75

(Signé) LOMER GOUIN, Candidat.
 L. P. BERARD, Agent.

Les susdits comptes sont ouverts pour inspection au bureau du shérif, Montréal, sur paiement de vingt centins.

J. R. THIBAudeau, Officier-rapporteur pour le district électoral de Montréal, No 2.
 Montréal, 7 juin 1905. 2209

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2475.

Dame Lizay O'Reilly, de la ville d'Outremont, dit district, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre son époux, Michel Calvé, du même lieu.

MONTY & DURANLEAU, Avocats de la demanderesse.
 Montréal, 31 mai 1905. 2235

Province de Québec, }
 District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
 No 31.

Dame Régina Lussier, de la paroisse de Saint-Liboire, dans le district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre Gilbert Riendeau, son mari, du même lieu.

LUSSIER & GENDRON, Procureurs de la demanderesse.
 Saint-Hyacinthe, 28 mars 1905. 2123-3

Marie-Anne Bélanger, épouse de William Henry, cultivateur, tous deux des cité et district de Saint-Hyacinthe, y a pris contre son dit époux, une action en séparation de biens, ce vingt mai 1905.

BEAUCHEMIN & ROY, Avocats de la demanderesse.

2019.4
 Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 2438.

Dame Lumina Bernier, de Montréal, dûment autorisée, a, ce jour, pris une action en séparation de biens contre Edouard Blanchet, son mari, de Montréal.

L. GUERIN, Avocat de la demanderesse.
 Montréal, 23 mai 1905. 2021-4

1. That the chief place of business of "La Compagnie du Téléphone du comté de Saint Maurice" be transferred from Saint Boniface de Shawiagan, to Saint Stanislas de Champlain ;

2. That this by-law has been submitted for approval to by the votes of at least two thirds in value of the shareholders present at a special general meeting duly called to deliberate thereon.

Passed on the 3rd of March, 1905, at Saint Stanislas de Champlain.

(Signed) F. LEBLANC, President.
 " HECTOR HARDY, Secretary.

Published pursuant to article 4713a R. S. P. Q., amended. 2330

ELECTORAL DISTRICT OF MONTREAL, No 2

Statement of the expenses of the Honorable Lomer Gouin, candidate at the said election, by his agent, and of his personal expenses :

Committee rooms, &c., &c.....	\$237 00
Stationery, copying and printing	206 00
Advertizing.....	179 75
	<hr/>
	\$622 75

(Signed), LOMER GOUIN, Candidate.
 L. P. BERARD, Agent.

The aforesaid accounts are open to inspection at the sheriff's office, Montreal, on payment of twenty cents.

J. R. THIBAudeau, Returning officer for the electoral district of Montreal, No. 2.
 Montreal, 7th June, 1905. 2210

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2475.

Dame Lizay O'Reilly, of the town of Outremont, said district, has, to-day, taken an action in separation as to property against Michel Calvé, her husband, of the same place.

MONTY & DURANLEAU, Attorneys for plaintiff.
 Montreal, 31st May, 1905. 2236

Province of Quebec, }
 District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
 No. 31.

Dame Régina Lussier, of the parish of Saint Liboire, in the district of Saint Hyacinth, has, this day, instituted an action in separation as to property against Gilbert Riendeau, her husband, of the same place.

LUSSIER & GENDRON, Attorneys for plaintiff.
 Saint Hyacinth, 28th March, 1905. 2124

Marie-Anne Bélanger, wife of William Henry, farmer, both of the city and district of Saint Hyacinth, has taken there against her said husband, a suit for separation of property, on this twentieth of May, 1905.

BEAUCHEMIN & ROY, Attorneys for plaintiff.

2020
 Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 2438.

Dame Lumina Bernier, of Montreal, duly authorized has, this day, taken an action in separation as to property against Edouard Blanchet, her husband, of Montreal.

L. GUERIN, Attorney for plaintiff.
 Montreal, 23rd May, 1905. 2022

Province de Québec, }
 District de Bedford. } *Cour Supérieure.*
 Dame Alice Maryetta Manuel, du canton de Sutton,
 dans le district de Bedford, épouse de Howard
 Austin Mooney, du même lieu, cultivateur, et
 dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.
 Le dit Howard Austin Mooney, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée
 ce jour.

W. S. BALL,
 Procureur de la demanderesse.
 Sweetsburg, 31 mai 1905. 2125-3

Province de Québec, }
 District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
 No 818.

Dame Delima Lépine, de Montréal, dûment autori-
 sée à ester en justice, donne avis qu'elle a insti-
 tué ce jour, une action en séparation de biens contre
 Edouard Plante, commerçant, des dits cités et dis-
 trict.

P. R. DU TREMBLAY,
 Procureur de la demanderesse.
 Montréal, 3 avril 1905. 1925-5

Province de Québec, }
 District de Beauharnois. } *Cour Supérieure.*
 No 1172.

Dame Cléphire Fortier, de la cité de Salaberry de
 Valleyfield, district de Beauharnois, épouse de
 Joseph Durocher, manufacturier, du même lieu,
 dûment autorisée à ester en justice,
 Demanderesse ;

vs.
 Le dit Joseph Durocher, Défendeur.
 Une action en séparation de biens a été instituée,
 ce jour, en cette cause.

SEERS & LAURENDEAU,
 Avocats de la demanderesse.
 Salaberry de Valleyfield, 7 juin 1905. 2163-2

Province de Québec, }
 District de Trois-Rivières. } *Cour Supérieure.*
 No 389.

Rosalem Lampron, épouse de Ernest Lambert,
 commerçant, tous deux de la ville de Shawinigan
 Falls, a intenté, ce jour, une action en séparation
 biens contre son mari.

A. E. PAQUETTE,
 Procureur de la demanderesse.
 Trois-Rivières, 22 mai 1905. 2175-2

Dans une cause portant le No 2754, de la cour
 supérieure, de Montréal, dit district, une action en
 séparation de biens a été intentée, ce jour, par
 Dame Mélina Pilon, épouse commune en biens de
 Jean-Baptiste Binette, absent, autrefois de Mont-
 réal.

J. O. LACROIX,
 Avocat de la demanderesse.
 Ce 13 mai 1905. 1907-5

Province of Quebec, }
 District of Bedford. } *Superior Court.*
 Dame Alice Maryetta Manuel, of the township of
 Sutton, in the district of Bedford, wife of Howard
 Austin Mooney, of the same place, farmer, and
 duly authorized to sue,
 Plaintiff ;

vs.
 The said Howard Austin Mooney, Defendant.
 An action for separation of property has, this day,
 been instituted.

W. S. BALL,
 Attorney for plaintiff.
 Sweetsburg, 31st May, 1905. 2126

Province of Quebec, }
 District of Montreal. } *Superior Court.*
 No. 818.

Dame Delima Lepine, of Montreal, duly author-
 ized to *ester en justice*, gives notice that she has
 instituted, this day, an action in separation as to
 property against Edouard Plante, trader, of said
 city and district.

P. R. DU TREMBLAY,
 Attorney for plaintiff.
 Montreal, 3rd April, 1905. 1926

Province of Quebec, }
 District of Beauharnois. } *Superior Court.*
 No. 1172.

Dame Cléphire Fortier, of the city of Salaberry of
 Valleyfield, district of Beauharnois, wife of Joseph
 Durocher, of the same place, manufacturer, duly
 authorized to appear in judicial proceedings,
 Plaintiff ;

vs.
 The said Joseph Durocher, Defendant.
 An action in separation as to property has been
 instituted, this day, in this case.

SEERS & LAURENDEAU,
 Attorneys for plaintiff.
 Salaberry of Valleyfield, 7th June, 1905. 2164

Province of Quebec, }
 District of Three Rivers. } *Superior Court.*
 No. 389.

Rosalem Lampron, wife of Ernest Lambert,
 trader, both of the town of Shawinigan Falls, has
 instituted, this day, an action in separation as to
 property against her husband.

A. E. PAQUETTE,
 Attorney for plaintiff.
 Three Rivers 22nd May, 1905. 2176

In a case bearing No. 2754, superior court, Mon-
 treal, said district, an action in separation as to
 property has been instituted by Dame Mélina
 Pilon, wife common as to property of Jean-Baptiste
 Binette, absent, formerly of Montreal.

J. O. LACROIX,
 Plaintiff's attorney.
 13th May, 1905. 1908

BARREAU DE MONTREAL.—BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT.—CANDIDATES FOR ADMISSION TO STUDY LAW.

Examens du 4 juillet 1905.—Examinations of the 4th July, 1905.

Nos	Noms. — Names.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	College.
1	Allard	Gaston	19	Berthier	Collège l'Assomption.
2	Ballon	Isidore	18	Montréal	Montreal High School, McGill University, Faculty of Arts.
3	Bourgeois	J. U.	21	Joliette	Académie Saint-Viateur et collège Joliette.
4	Callahan	Frank	20	Montréal	Mount Saint Louis' College.
5	Cameron	A. W.	21	Montréal	High School, McGill University.
6	Cardin	P. J. A.	26	Montréal	Collège de Sorel, Prof. privés : Rvd M. Péloquin, MM. Leblond de Brumath et de Boissieu.
7	Charland	Samuel	20	Montréal	Séminaire de Nicolet et cours de M. de Kerméno.
8	Chenevert	René	19	Berthierville	Collège de l'Assomption et Sainte-Marie de Montréal.
9	Cousineau	Ozias	20	Montréal	Collège Sainte-Marie.
10	Dechene	A. M.	22	Montréal	Séminaire de Québec, Université d'Ottawa et cours de M. de Kerméno.
11	Desrochers	Félix	19	St-Chas de Richmond.	Ecole Modèle de Saint-Charles et Séminaire de Saint-Hyacinthe.
12	Duckett	R. L.	20	Montréal	Collège Sainte-Marie.
13	Dufresne	Auguste	19	Montréal	do do
14	Forget	Joseph	21	Sainte-Thérèse	Séminaire de Sainte-Thérèse.
15	Goudreault	Arthur	22	Montréal	Collège de Nicolet.
16	Hyde	G. G.	21	Montréal	Montreal Public School, High School and McGill University.
16½	Jacobs	L. W.	18	Montréal	Aberdeen School, High School, Mr. de Boissieu.
16½	Jenkins	Joseph	24	Montréal	High School, McGill University.
17	Lachapelle	A.	20	Sainte-Julienne	Collège Joliette et cours de M. de Kerméno.
18	Lalande	Jean	20	Sainte-Scholastique	Ecole Mod. des Frères de L'Inst. Chrét., Collège Sainte-Thérèse.
19	Lalonde	C. H.	19	Sorel	Ecole du Prof. Gélinais, Vaudreuil, Académie de l'Archevêché et collège Sainte-Marie.
20	Lamarche	Joseph	20	Montréal	Collège Sainte-Marie, Montréal, cours de Boissieu.
21	McGibbon	R. H.	18	Montréal	Repton College, Derbyshire, Eng., Volkman School, Boston, Mass.
22	McMurtry	R. O.	22	Montréal	Victoria School, High School, McGill University.
23	Monat	Armand	18	Montréal	Cours Leblond de Boissieu.
24	Ostiguy	Émile	21	Marieville	Petit Séminaire Sainte-Marie de Monnoir.
25	Poupore	Leo	20	Montréal	University of Ottawa, Loyola College and McGill University.
26	Préfontaine	Adrien	19	Montréal	Collège Sainte-Marie et cours privé de M. F. André.
27	Renaud	Armand	18	Joliette	Cours de Kerméno.
28	Stewart	T. S.	22	Montréal	Abingdon School, Crichton School and McGill University.
29	Stewart	Wm	20	Montréal	
30	Simard	Raymond	19	Montréal	Loyola College and Shortell's Academy.
31	Tritt	Samuel	22	Montréal	Aberdeen Pub. School, M.M. Hunter and de Boissieu's private schools.
32	Trudel	Armand	19	Montréal	Collège Saint-Jean-Baptiste et collège Sainte-Marie.

THOMAS E. WALSH,

Secrétaire du Barreau de Montréal.—Secretary, Bar of Montreal.

Montréal, 7 juin—7th June, 1905.

2179-80-2

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC.—BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

Section de Saint-François.—Section of Saint Francis.

Candidats pour admission à l'étude aux examens du 4 juillet 1905.

Candidates for admission to study at examinations to be held on 4th July, 1905.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Ecoles et collèges. — Schools and colleges.
Bachand	Charles Emile ...	21 ans—years....	Sherbrooke,	Séminaire Saint-Charles Borromée et Collège Sainte-Marie.
Juneau	Patrice Anselme.	22 "	" ..	Ecole Normale Laval, Québec, et Université Laval.

CHAS. D. WHITE,
Secrétaire.—Secretary.
2215-16

Sherbrooke, 5 juin. — 5th June, 1905.

EXAMENS DU BARREAU, JUILLET 1905.—BAR EXAMINATIONS, JULY, 1905.

Aspirants à l'étude, section de Québec.—Candidates to study, section of Quebec.

Nom. — Name.	Prénoms. — Surnames.	Age.	Résidence.	Collèges, etc.
Bolduc.....	Rémi.....	20	Saint François, Beauce..	Lévis et Sainte-Anne Lapocatière.
Cambray....	Alfred.....	19	Beauport.....	Lévis.
Catellier....	Ludger.....	21	Québec.....	Séminaire de Québec et Sainte-Anne Lapocatière.
Drouin.....	Paul.....	19	do	Séminaire de Québec et Université Laval.
Fitzpatrick..	Arthur	21	Ottawa.....	Séminaire de Québec, professeur privé—Private tutor.
Guay	J. A. Evence....	19	Saint-Romuald.....	Collège de Lévis.
Labrecque..	J. F. Charles....	20	Québec.....	Séminaire de Québec et Université Laval.
Laliberté....	Edgar.....	23	Saint-Jean Deschailons.	do do do
LaRue.....	Eug. Wenceslas..	18	Québec.....	Professeur privé.—Private tutor.
LaRue.....	Jules L. P.....	20	do	Séminaire de Québec et Université Laval.
Morand.....	J. B. Lucien....	20	Lotbinière.....	Séminaire de Québec.
Parent	La. Emile.....	22	Québec.....	Séminaire de Québec et Université Laval.

CHARLES DEGUISE,
Secrétaire B. Q.—Secretary B. Q.
2169-70-2

Québec, 5 juin—5th June, 1905.

Avis de Faillites

Province de Québec, }
(District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
No. 18.

In re Adélaré Bergeron, et Failli ;

J. M. Marcotte, Curateur.
Suivant l'ordonnance de la cour en date du 18 mai 1905, et signifié le 2 juin 1905, un bordereau corrigé de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au quatrième jour de juillet 1905, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau, No 107, rue Saint-Jacques (chambre 19).

J. M. MARCOTTE,
Curateur.
2217

Montréal, 15 juin 1905.

Bankrupt Notices

Province of Quebec, }
District of Iberville. } *Superior Court.*
No. 18.

In re Adélaré Bergeron, and Insolvent ;

J. M. Marcotte, Curator.
According to a judgment of the court dated 18th May, 1905, and delivered 2nd June, 1905, a corrected dividend sheet has been prepared in this matter, subject to objection until the fourth day of July, 1905, after which date the dividends are payable at my office, No. 107, Saint James street (room 19).

J. M. MARCOTTE,
Curator.
2218

Montreal, 15th June, 1905.

District de Québec.

Re Louis Klineberg, marchand, Québec, Insolvable.
 Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3 juillet 1905, et date après laquelle ce dividende sera payable à mon bureau.
 V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 14 juin 1905. 2245

District de Saguenay.

Re Eve de Montigny, marchand, Sept Isles, Insolvable.
 En vertu d'un ordre de la cour, en date du 10 juin 1905, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.
 Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.
 V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 14 juin 1905. 2249

District de Rimouski.

Re L. H. Chouinard & Cie, Matane, marchands, Insolvables.
 En vertu d'un ordre de la cour, en date du 9 juin 1905, j'ai été nommé curateur aux biens de cette succession.
 Toutes personnes ayant des réclamations contre cette succession sont requises de les produire devant moi dans les trente jours de cette date.
 V. E. PARADIS,
 Curateur.

Bureau : 44, rue Dalhousie,
 Bâtisse de la Cie Richelieu.
 Québec, 14 juin 1905. 2247

Province de Québec, }
 District d'Iberville. } *Cour Supérieure.*
 No 26.

François Lafond, commerçant, de la paroisse de Saint-Georges de Henryville, district d'Iberville, a, ce jour, fait une cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la cour supérieure pour le district d'Iberville, à la demande de la Banque des Cantons de l'Est, un corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires dans la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, et ayant aussi une succursale et un bureau d'affaires dans la ville de Saint-Jean, district d'Iberville.

J. M. McLAYHLIN,
 Gardien provisoire.

Province de Québec, }
 District de Richelieu. } *Cour Supérieure.*
 No 4627.

"The T. H. Lee & Son Company Limited,"
 Demanderesse ;

vs

Dame Elisabeth Paul Hus *et vir*, Défendresse.
 Avis est donné que le neuvième jour de juin courant 1905, le soussigné a été nommé par une ordonnance de la cour, curateur aux biens de la dite défendresse, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

J. A. CHENEVERT,
 Curateur.
 Sorel, 9 juin 1905. 2213

District of Quebec.

Re Louis Klineberg, merchant, Quebec, Insolvent.
 A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until 3rd July, 1905, and after which date this dividend will be payable at my office.
 V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 14th June, 1905. 2246

District of Saguenay.

Re Eve de Montigny, merchant, Seven Islands, Insolvent.
 In virtue of an order of the court dated 10th June, 1905, I have been appointed curator to this estate.
 All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.
 V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44 Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 14th June, 1905. 2250

District of Rimouski.

Re L. H. Chouinard & Cie, merchants, Matane, Insolvents.
 In virtue of an order of the court, dated 9th June, 1905, I have been appointed curator to this estate.
 All persons having claims against this estate are requested to file them with me within thirty days from this date.
 V. E. PARADIS,
 Curator.

Office : 44, Dalhousie street,
 Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
 Quebec, 14th June, 1905. 2248

Province of Quebec, }
 District of Iberville. } *Superior Court.*
 No. 26.

François Lafond, trader, of the parish of Saint George de Henryville, district of Iberville, has, this day, made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Iberville, on the demand of The Eastern Townships Bank, a body politic and corporate, having its principal place of business in the city of Sherbrooke, district of Saint Francis, and having also a branch and an office of business in the town of Saint Johns, district of Iberville.

J. M. McLAYHLIN,
 Provisional guardian.

Province of Quebec, }
 District of Richelieu. } *Superior Court.*
 No. 4627.

The T. H. Lee & Son Company Limited,
 Plaintiff ;

vs

Dame Elisabeth Paul Hus *et vir*, Defendant.
 Notice is given that by order of the court, on the ninth day of June instant, 1905, the undersigned has been appointed curator to the estate of the said defendant, who has made a judicial abandonment of all his assets for the benefit of his creditors.

Claims, duly attested on oath, must be filed with me within thirty days from this notice.

J. A. CHENEVERT,
 Curator.
 Sorel 9th June 1905. 2214

Province de Québec,
District de Saint-Hyacinthe. } *Cour Supérieure.*
No 69.

Dame Margaret E. Griffin, veuve de John Henry, en son vivant de la cité de Sherbrooke, dite province, la dite Dame faisant ci-devant affaires comme hôtelière, en la cité et district de Saint-Hyacinthe, sous la raison de "J. D. Gauthier & Cie," et actuellement de Chatham, Nouveau-Brunswick, Faillie ;

et

Jules St-Germain, Curateur.

Un premier et final bordereau de collocation a été préparé en cette cause ; les collocations seront payables à mon bureau, en la dite cité de Saint-Hyacinthe, après le huit juillet prochain 1905.

Toute contestation à tel dividende devra être déposée devant moi avant cette dernière date.

JULES ST-GERMAIN,

Curateur.

Saint-Hyacinthe, 5 juin 1905.

2253

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*
No 244.

Anna M. Haines, Demanderesse ;

vs

Andrew Laing, défendeur, faisant affaires seul sous le nom de "The Laing Canning and Preserving Company", Failli.

Avis est par le présent donné que le deuxième jour de novembre 1904, par ordre de la dite cour, le soussigné a été dûment nommé curateur des biens du dit failli, qui en a fait un abandon judiciaire pour le bénéfice de ses créanciers.

Les créanciers du dit Andrew Laing sont par le présent notifiés de produire leurs réclamations, dûment assermentées, entre les mains du curateur soussigné, sous trente jours.

T. R. RIDGEWAY,

Curateur.

Bureau de Ridgeway Collecting Agency,
11, rue Saint-Sacrement, Montréal, Q.
Montréal, 14 juin 1905.

2237

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de William H. Steele, Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividendes a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 5e jour de juillet prochain (1905), après laquelle date les dividendes seront payables dans mon bureau.

C. A. McDONNELL,

Curateur.

Montréal, 17 juin 1905.

2239

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure*

Dans l'affaire de Max Censer, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le dit failli a fait, ce jour, un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire Montréal.

ARTHUR W. WILKS,

Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal, 12 juin 1905.

2231

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*

Dans l'affaire de Adler Bros, marchands, Montréal.

Avis est par le présent donné que les dits défendeurs ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire, Montréal.

ARTHUR W. WILKS,

Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud.

Montréal, 8 juin 1905.

2233

Province of Quebec, }
District of Saint Hyacinth. } *Superior Court.*
No. 69.

Mrs. Margaret E. Griffin, widow of John Henry, in his lifetime of the city of Sherbrooke, said province, the said Dame formerly carrying on business as innkeeper, in the city and district of Saint Hyacinth, under the style of "J. D. Gauthier & Co.", and now residing at Chatham, province of New Brunswick, Insolvent;

and

Jules St-Germain, Curator.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter ; the collocations shall be payable at my office, in the said city of Saint Hyacinth, after the eighth of July next, 1905.

Any contestation to such dividend must be deposited with me before this last date.

JULES ST-GERMAIN,

Curator.

Saint-Hyacinth, 5th June, 1905.

2254

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 244.

Anna M. Haines, Plaintiff ;

vs.

Andrew Laing, defendant, doing business alone as the Laing Canning and Preserving Company, Insolvent.

Notice is hereby given that on the second day of November, 1904, by order of said court, the undersigned was duly appointed curator to the property of the said insolvent, who has made a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

The creditors of the said Andrew Laing are hereby notified to file their claims, duly sworn to, with the undersigned curator within a delay of thirty days.

T. R. RIDGEWAY,

Curator.

Office of Ridgeway Collecting Agency,
11, Saint Sacrament street, Montreal, Q.
Montreal, 14th June, 1905.

2238

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of William H. Steele, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until the 5th day of July next (1905), after which date the dividends will be payable at my office.

C. A. McDONNELL,

Curator.

Montreal, 17th June, 1905.

2240

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Max Censer, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the said insolvent has, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of his property for the benefit of his creditors.

ARTHUR W. WILKS,

Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 12th June, 1905.

2232

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*

In the matter of Adler Bros, merchants, Montreal.

Notice is hereby given that the said defendants have, this day, made, in the prothonotary's office, in Montreal, a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

ARTHUR W. WILKS,

Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud.

Montreal, 8th June, 1905.

2234

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 58.

In re Carl Shiller, Montréal, Failli.
Avis est donné que, le douzième jour de juin 1905, j'ai été nommé, par une ordonnance de la cour, curateur aux biens du dit failli, qui a fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations, attestées sous serment, doivent être produites entre mes mains dans les trente jours de cet avis.

A. LAMARCHE,
Curateur.

No 2, Place d'Armes.
Montréal, 14 juin 1905. 2255

Règles de Cour

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
No 1291.

Le deuxième jour de juin mil neuf cent cinq.
"The Montreal Loan and Mortgage Co.,"
Demanderesse ;

vs

Les héritiers de feu Adolphe Mathieu, Défendeurs ;
et
Dlle E. Savary *et al*, Tiers-saisis ;
et
A. Robert *et al*, Tiers-saisis ;
et
L. A. Bédard, Sequestre et mis-en-cause ;
et
Camille Théoret, Intervenant.

Sur ordre de l'honorable juge Mathieu, de cette cour, donné le dix-neuvième jour de mai 1905, les créanciers des héritiers du dit feu Adolphe Mathieu, les défendeurs en cette cause, qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause, au bureau du protonotaire de cette cour, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis, dans la *Gazette Officielle de Québec*, accompagnées d'un état ou compte assermenté, en conformité à l'article 673 du code de procédure civile.

J. A. GIRARD,
Dép. P. C. S.

2151-2

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Le cinquième jour de juin mil neuf cinq.

Présent : l'Honorable juge Taschereau.
In re "The Mechanics Bank", Insolvable ;
et
John MacIntosh, Syndic ;
et
Thomas D. Hood, Requéant.

Il est ordonné sur requête du dit requéant, qu'une assemblée des créanciers, des actionnaires et contributaires de la dite "The Mechanics Bank," soit tenue dans la salle d'audience, No 31, au palais de justice, dans la cité de Montréal, le vingtième jour de juin courant, à dix heures de l'avant-midi, dans le but de nommer un nouveau syndic, aux biens de la dite "The Mechanics Bank", aux lieu et place du dit John MacIntosh, décédé.

(Par ordre) A. E. DUMESNIL,
Député protonotaire de la cour
supérieure, Montréal.

2177-2

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 58.

In re Carl Shiller, Montreal, Insolvent.
Notice is hereby given that, by order of the court, on the twelfth day of June, 1905, I have been appointed curator to the estate of the said insolvent, who has made an assignment thereof for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at my office, within thirty days from this date.

A. LAMARCHE,
Curator.

No. 2, Place d'Armes.
Montreal, 14th June, 1905. 2256

Rules of Court

Province of Quebec, }
District of Montreal. } *Superior Court.*
No. 1291.

The second day of June, nineteen hundred and five.
The Montreal Loan and Mortgage Co.,
Plaintiff ;

vs.

The heirs of the late Adolphe Mathieu, Défendants ;
and
Dlle E. Savary *et al*, Tiers-saisis ;
and
A. Robert *et al*, Tiers-saisis ;
and
L. A. Bédard, Sequestre et mis-en-cause ;
and
Camille Théoret, Intervenant.

Under the order of the Honorable judge Mathieu, of this court, given on the nineteenth day of May, 1905, the creditors of the heirs of the said late Adolphe Mathieu, the defendants in this cause, who have not already filed their claims, are now called upon to file them in this cause, in the office of the protonotary of this court, within fifteen days after the date of the first insertion of the present notice, in the *Quebec Official Gazette*, accompanied by statement or account with proper vouchers, in accordance with article 673 of the code of civil procedure.

J. A. GIRARD,
Dep. P. S. C.

2152

Province of Quebec }
District of Montreal. } *Superior Court.*
The fifth day of June, one thousand nine hundred and five.

Present : the Honorable Mr. Justice Taschereau.
In re The Mechanics Bank, Insolvent ;
and
John MacIntosh, Assignee ;
and
Thomas D. Hood, Petitioner.

It is ordered on the petition of the said petitioner, that a meeting of the creditors, shareholders and contributories of the said The Mechanics Bank, be held in the court room, No. 31, in the court house, at Montreal, on the twentieth day of June instant, at ten of the clock in the forenoon, for the purpose of appointing a new assignee to the insolvent estate of the said The Mechanics Bank, in lieu and place of said John MacIntosh, deceased.

(By order) A. E. DUMESNIL,
Deputy protonotary of the superior court,
Montreal.

2178

Licitation

LICITATION

Avis public est par le présent donné que, par et en vertu d'un jugement de la cour supérieure, siégeant à Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le 16 mai courant 1905, dans une cause portant le numéro 1125 des dossiers de la dite cour, dans laquelle Léon Primeau, mécanicien, de la cité et du district de Montréal, est Demandeur; vs Dame Elise Vallée, de Sainte-Martine, district de Beauharnois, épouse de Joseph Bouchard, député régistrateur, du même endroit, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa femme; Delle Malvina Vallée en religion sœur du Sacré-Coeur de Jésus, de la cité d'Ottawa, province d'Ontario, Joel Niding, de Bonfield, province d'Ontario, Adélarid Niding, de Pembroke, province d'Ontario, Philorum Niding, de Saint-Onge, province d'Ontario, Dame Eudoxie Niding, de la cité et du district de Montréal, épouse de Jean-Baptiste Pelletier, du même endroit, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa femme; Dame Rose-Anna Niding, de la cité et du district de Montréal, épouse de Joseph Brisebois, du même endroit, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa femme; Dame Elisa Niding, de la ville de Paris, France, épouse de Henri Hugues, du même lieu, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa femme; Dame Lodowiska Niding, de la cité et du district de Montréal, épouse de Trefflé Guilbault, du même endroit, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa femme; Dame Exilda Niding, de la cité et du district de Montréal, épouse de Rosaire Boutillier, du même endroit, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa femme; Delle Albina Niding, majeure, de la cité et du district de Montréal; Delle Adélia Niding, de la ville de Paris, France; Julien Niding, de la cité et du district de Montréal; Jean-Baptiste Marcille, cultivateur, de Saint-Malachie d'Orms-town, district de Beauharnois; Dame Zulma Marcille, de Saint-Louis de Gonzague, district de Beauharnois, épouse de A. Payant, du même endroit, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser son épouse; Dame Maria Marcille, de la cité et du district de Montréal, épouse de Thomas Bouchard, du même endroit, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa femme; les héritiers de Eulalie Marcille, épouse de William Gladden, en son vivant de Massena, état de New-York, et le dit William Gladden, du dit endroit de Massena, état de New-York; Dame Joséphine Marcille, de Salaberry de Valleyfield, district de Beauharnois, épouse de S. Beaudin, du même endroit, et le dit S. Beaudin, tant personnellement que pour autoriser sa femme; Delle Albina Marcille, majeure, de Valleyfield, district de Beauharnois; Joseph Taillefer, absent de cette province, résidant à Pawtucket, dans le Rhode-Island; Dame Zulma Taillefer, absente de la province de Québec, résidant à Worcester, état du Massachusetts, épouse de Damase Tessier, du même endroit, et ce dernier tant personnellement que pour autoriser sa femme; Dame Eulalie Taillefer, épouse de Jean-Baptiste Lalonde, également absent de cette province, tant personnellement que pour autoriser sa femme, tous deux résidant à Worcester, état du Massachusetts; Stephen Taillefer, absent de la province de Québec, résidant à Worcester, état du Massachusetts; Nazaire Taillefer, absent de la province Québec, résidant à Spencer, état du Massachusetts; Alfred Taillefer, absent de la province de Québec, en lieu inconnu; Delle Eliza Taillefer, majeure, de Rigaud, district de Montréal, Dame Malvina Florant, de Saint-Ignace du Nominique, épouse de Jean-Baptiste Bonhomme, du même endroit, et le dit Jean-Baptiste Bonhomme, tant personnellement que pour autoriser sa femme, tous deux en leur qualité de tuteurs conjoints à Oliva Taillefer, Alvina alias Malvina Taillefer, toutes deux enfants mineures issues du mariage de

Licitation

LICITATION.

Notice is hereby given that, under and by virtue of the judgment of the superior court, sitting at Valleyfield, in the district of Beauharnois, on the sixteenth day of May instant, 1905, in a cause bearing the number 1125 of the records of the said court, in which Leon Primeau, machinist, of the city and district of Montreal, is Plaintiff; vs Dame Elise Vallée, of Sainte Martine, district of Beauharnois, wife of Joseph Bouchard, deputy registrar, of the same place, and the latter as well personally as to assist his wife; Miss Malvina Vallée, in religion Sœur du Sacré-Coeur de Jésus, of the city of Ottawa, province of Ontario, Joel Niding, of Bonfield, province of Ontario, Adelarid Niding, of Pembroke, province of Ontario, Philorum Niding, of Saint Onge, province of Ontario, Dame Eudoxie Niding, of the city and district of Montreal, wife of Jean Baptiste Pelletier, of the same place, and the latter as well personally as to assist his wife; Dame Rose-Anna Niding, of the city and district of Montreal, wife of Joseph Brisebois, of the same place, and the latter as well personally as to assist his wife; Dame Elisa Niding, of the town of Paris, France, wife of Henri Hugues, of the same place, and the latter as well personally as to assist his wife; Dame Ludowiska Niding, of the city and district of Montreal, wife of Trefflé Guilbault, of the same place, and the latter as well personally as to assist his wife; Dame Exilda Niding, of the city and district of Montreal, wife of Rosaire Boutillier, of the same place, and the latter as well personally as to assist his wife; Dlle Albina Niding, spinster, of the city and district of Montreal; Delle Adélia Niding of the town of Paris, France; Julien Niding, of the city and district of Montreal; Jean Baptiste Marcille, farmer, of Saint Malachie d'Orms-town, district of Beauharnois; Dame Zulma Marcille, of Saint Louis de Gonzague, district of Beauharnois, wife of A. Payant, of the same place, and the latter as well personally as to assist his wife; Dame Maria Marcille, of the city and district of Montreal, wife of Thomas Bouchard, of the same place, and the latter as well personally as to assist his wife; the heirs of Eulalie Marcille, wife of William Gladden, in his lifetime of Massena, state of New York, and the said William Gladden, of the said place of Massena, state of New York; Dame Joséphine Marcille, of Salaberry de Valleyfield, district of Beauharnois, wife of S. Beaudin, of the same place, and the said S. Beaudin, as well personally as to assist his wife; Miss Albina Marcille, spinster, of Valleyfield, district of Beauharnois; Joseph Taillefer, absent from this province, resident at Pawtucket, in Rhode Island; Dame Zulma Taillefer, absent from the province of Quebec, resident at Worcester, state of Massachusetts, wife of Damase Tessier, of the same place, and the latter as well personally as to assist his wife; Dame Eulalie Taillefer, wife of Jean Baptiste Lalonde, also absent from this province, as well personally as to authorize his wife, both residing at Worcester, state of Massachusetts; Stephen Taillefer, absent from the province of Quebec, resident at Worcester, state of Massachusetts; Nazaire Taillefer, absent from the province of Quebec, resident at Spencer, state of Massachusetts; Alfred Taillefer, absent from the province of Quebec, in parts unknown; Miss Eliza Taillefer, spinster, of Rigaud, district of Montreal, Dame Malvina Florant, of Saint Ignace du Nominique, wife of Jean Baptiste Bonhomme, of the same place, and Jean Baptiste Bonhomme, as well personally as to authorize his wife, both in their quality of joint tutors to Oliva Taillefer, Alvina alias Malvina Taillefer, both minors issued of the marriage of the said Malvina Florant, with the late Arthur Taillefer; Dame Zulma Leblanc, of Saint Albert, county of Russell, province of Ontario, wife

la dite Malvina Florant avec feu Arthur Taillefer ; Dame Zulma Leblanc, de Saint-Albert, comté de Russell, province d'Ontario, épouse de Jean-Baptiste Caillé, et le Jean-Baptiste Caillé, tant personnellement que pour autoriser sa femme ; Stephen Leblanc, absent de la province de Québec ; Charles Jasmin, hôtelier, du village de Côteau Station, district de Montréal, tant et personnellement que comme tuteur aux enfants mineurs nés de son mariage avec Dame Martine Leblanc, savoir : Albina et Ulmora Jasmin, sont Défendeurs, ordonnant la licitation d'un certain immeuble désigné comme suit, savoir :

Une terre sise et située dans la paroisse du Très-Saint-Sacrement, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Martine, dans le comté de Chateauguay, district de Beauharnois, sous le numéro trois cent quarante-neuf—avec une maison et autres bâties dessus construites, ayant front sur le chemin public.

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures ET DEMIE de l'avant-midi, cour tenant, dans la salle d'audience du palais de justice, à Valleyfield, district de Beauharnois ; sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges, déposé au greffe du protonotaire de la dite cour ; et toute opposition afin d'annuler, afin de charge ou afin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite cour, au moins quinze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication ; et toute opposition afin de conserver devra être déposée dans les six jours après les dites vente et adjudication ; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent avis, elles seront forcloses du droit de le faire.

LAMOTHE & TRUDEL,
Avocats du demandeur.

Valleyfield, 19 mai 1905. 1995
[Première publication, 27 mai 1905.]

Ventes par le Shérif—Arthabaska

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les **TERRES** et **HERITAGES** sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure—District de Richelieu.

Arthabaska, à savoir : } **JEAN BTE GIGUERE**,
No 4616. } Demandeur ; vs
EDOUARD ALLARD, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la paroisse de Saint-Cyrille de Wendover, et portant au cadastre officiel d'enregistrement le numéro trois B, du quatrième rang du canton de Simpson—circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Cyrille de Wendover, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain (1905), à TROIS heures de l'après-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 13 juin 1905. 2227
[Première publication, 17 juin 1905.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir : } **PATRICK McKEOWN**,
No 102. } Demandeur ; vs **DAME**
JANE MARGORY, veuve de feu Spark Bennett,
en son vivant de Kingsey Falls.

Un terrain ou emplacement situé dans Kingsey Falls, sur le chemin conduisant à Kingsey Siding, formant partie du lot de terre numéro six, dans le douzième rang du canton de Kingsey, mesurant en

of Jean Baptiste Caillé, and the said Jean Baptiste Caillé, as well personally as to assist his wife ; Stephen Leblanc, absent from the province of Quebec ; Charles Jasmin, hotelkeeper, of the village of Côteau Station, district of Montréal, as well personally as tutor to the minor children issue of his marriage with Dame Martine Leblanc, namely : Albina and Ulmora Jasmin, are Defendants, ordering the licitation of a certain immovable described as follows, to wit :

A land situate and being in the parish of Le Très Saint Sacrement, known and described on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Martine, in the county of Chateauguay, district of Beauharnois, as number three hundred and forty nine—with a house and other buildings thereon erected, fronting on the public road.

The property above described will be put up for sale by auction and adjudged to the last and highest bidder, on the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, 1905, at HALF PAST TEN of the clock in the forenoon, at the sitting of the court, in the court room of the court house, at Valleyfield, district of Beauharnois ; subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges, deposited in the office of the prothonotary of the said court ; and that any opposition to annul, to secure charges or to withdraw, to be made to the said licitation, must be filed in the office of the said prothonotary of the said court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication ; and that any opposition for payment must be filed within six days after the said sale and adjudication ; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

LAMOTHE & TRUDEL,
Attorneys for plaintiff.

Valleyfield, 19th May, 1905. 1996
[First published, 27th May, 1905.]

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned **LANDS** and **TENEMENTS** have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court—District of Richelieu.

Arthabaska, to wit : } **JEAN BTE GIGUERE**,
No. 4616. } Plaintiff ; vs **EDOUARD**
ALLARD, Defendant.

A piece of land lying and being in the parish of Saint Cyrille of Wendover, and bearing on the official cadastre of registration, the number three B, for the fourth range of the township of Simpson—circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint Cyrille of Wendover, on the EIGHTEENTH day of JULY next (1905), at THREE o'clock in the afternoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 13th June, 1905. 2228
[First published, 17th June, 1905.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit : } **PATRICK McKEOWN**,
No. 102. } Plaintiff ; vs **DAME**
JANE MARGORY, widow of the late Spark Bennett,
in his lifetime of Kingsey Falls.

A piece of land or emplacement lying in Kingsey Falls, on the road leading to Kingsey Siding, forming part of the lot of land number six, in the twelfth range of the township of Kingsey, having

front environ cinq rods et demi sur le dit chemin, et environ quatre rods en arrière par neuf rods en profondeur ; borné en front au sud-ouest par le dit chemin, en arrière par le terrain de l'église, au sud-est par Phylander Shaw, et au nord-ouest par la rue de l'Eglise—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Aimé de Kingsey Falls, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, 1905, à ONZE heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du Shérif, Shérif.
Arthabaska, 14 juin 1905. 2225
[Première publication, 17 juin 1905.]

Ventes par le Shérif—Beauce

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure—District de Beauce.

Beauce, à savoir : } GEDEON MAHEU ET AL.,
No 3725. } Demandeurs ; vs LUDGER
LACHANCE, Défendeur, et Ludger Lachance,
opposant.

Comme appartenant au demandeur, Gédéon Maheu :

Un emplacement situé en la paroisse de Saint-Martin, en le premier rang du canton de Jersey, côté nord-est du chemin public, contenant un quart d'arpent de front sur un arpent de profondeur ; borné en front par le chemin public, en profondeur à Philéas Poulin, du côté sud-est par Léger Quirion, et du côté nord-ouest à Israël Poulin, étant le dit emplacement connu et désigné comme faisant partie du lot numéro trente-trois-C (33C), du cadastre officiel pour le dit canton de Jersey—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Beauce, à Beauceville, le DIX-HUITIÈME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

JOS. POIRIER,

Bureau du Shérif, Shérif.
Village Saint-Joseph, Beauce, 13 juin 1905. 2243
[Première publication, 17 juin 1905.]

Ventes par le Shérif—Beauharnois

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.

Province de Québec, } IN RE JOSEPH
District de Beauharnois, } ERNEST LUSSIER
No 132. } ET JOSEPH DURO-
CHER, Faillis ; et AMBROISE L. KENT ET
ALPHONSE TURCOTTE, curateurs conjoints ;
ET NARCISSE PAPINEAU, Requérant.

Un emplacement connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro deux cent quarante-sept (247), appartenant à Joseph Durocher, l'un des faillis ; un autre emplacement connu et désigné au plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Sa-

in front about five and a half rods on said road, and about four rods in the rear by nine rods in depth ; bounded fronterly to the south west by said road, in the rear by the church ground, to the south east by Phylander Shaw, and to the north west by Church street—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Aimé of Kingsey Falls, on the TWENTIETH day of JULY next, 1905, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, 14th June, 1905. 2226
[First published, 17th June, 1905.]

Sheriff's Sales—Beauce

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit : } GEDEON MAHEU ET AL.,
No. 3725. } Plaintiffs ; vs LUDGER
LACHANCE, Defendant, and Ludger Lachance,
opposant.

As belonging to the plaintiff, Gédéon Maheu :

A lot situate in the parish of Saint-Martin, in the first range of the township of Jersey, north east side of the public road, containing one quarter of an arpent in front by one arpent in depth ; bounded in front by the public road, in rear by Philéas Poulin, on the south east side by Léger Quirion, and on the north west side by Israël Poulin, said lot being known and described as forming part of lot number thirty three C (33 C), of the official cadastre of the said township of Jersey—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registry office of the county of Beauce, at Beauceville, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

JOS. POIRIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Village of Saint-Joseph, Beauce, 13th June, 1905. 2244
[First published, 17th June, 1905.]

Sheriff's Sales—Beauharnois

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Beauharnois.

Province of Québec, } IN RE JOSEPH ER-
District of Beauharnois, } NEST LUSSIER AND
No. 132. } JOSEPH DUROCHER,
Insolvents ; and AMBROISE L. KENT AND AL-
PHONSE TURCOTTE, joint curators ; and NAR-
CISSE PAPINEAU, Petitioners.

A lot of lot land known and described on the official plan and book of reference of the town of Salaberry of Valleyfield, as number two hundred and forty seven (247), belonging to Joseph Durocher, one of the insolvents ; and another lot known and described on the official plan and book of reference

laberry de Valleyfield, sous le numéro deux cent quarante-six (246), appartenant à l'autre failli, Joseph Ernest Lussier—avec les bâtisses dessus construites. Les deux dits lots ne formant qu'une seule et même exploitation.

Pour être vendus au bureau du shérif au palais de justice, en la cité de Salaberry de Valleyfield, MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à MIDI.

PHILEMON LABERGE,
Bureau du Shérif, Shérif.
1997

Salaberry de Valleyfield, 19 mai 1905.
[Première publication, 27 mai 1905.]

MANDAT DE CURATEUR.

Cour Supérieure.—District de Beauharnois.
Province de Québec, } IN RE JOSEPH ER-
District de Beauharnois. } NEST LUSSIER ET
No 132 } JOSEPH DU RO-
CHER, Faillis; et NARCISSE PAPINEAU, re-
quérant, et AMBROISE L. KENT et ALPHON-
SE TURCOTTE, curateurs conjoints.

Un lot de terre situé dans la cité de Salaberry de Valleyfield, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la ville de Salaberry de Valleyfield, sous le numéro quatre cent quarante-quatre A (444 A).

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice, en la cité de Salaberry de Valleyfield, MERCREDI, le VINGT-HUITIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

PHILEMON LABERGE,
Bureau du Shérif, Shérif.
1999

Salaberry de Valleyfield, 19 mai 1905.
[Première publication, 27 mai 1905.]

Ventes par le Shérif—Montréal

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } ALEXANDRE Mc
No 764. } A DOUGALL, des cité
et district de Montréal, marchand-importateur,
comme faisant ci-devant affaires en cette qualité
seul sous la raison sociale de "A. McDougall & Co."
Demandeur; contre les terres et tenements de
ERNEST PERRAULT, du même lieu, Défendeur.

La part du dit Ernest Perrault dans un terrain situé sur la rue Panet, dans la cité de Montréal, le dit terrain étant connu et désigné comme étant une partie du lot numéro (100) cent, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, dans la dite cité; la dite partie de lot étant bornée en front par la rue Panet, en arrière par John Donnelly, d'un côté partie par J. A. Labadie et partie par l'autre morceau du numéro cent, et de l'autre côté par le numéro (101) cent un, du dit quartier Sainte-Marie—avec une maison en briques et autres dépendances ci-dessus érigées, et le droit de passage en commun avec d'autres.

Pour être vendue à mon bureau, dans la cité de Montréal, le VINGTIEME jour de JUILLET prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

P. M. DURAND,
Bureau du Shérif, Député shérif.
Montréal, 14 juin 1905. 2241

[Première publication, 17 juin 1905.]

of the said town of Salaberry of Valleyfield, as number two hundred and forty six (246), belonging to the other insolvent, Joseph Ernest Lussier—with buildings thereon erected. The said two lots forming only one and the same plot.

To be sold at the sheriff's office, in the court house, in the city of Salaberry of Valleyfield, on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at NOON.

PHILEMON LABERGE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry of Valleyfield, 19th May, 1905. 1998

[First published, 27th May, 1905].

CURATOR'S WARRANT.

Superior Court.—District of Beauharnois.
Province of Québec, } IN RE JOSEPH ER-
District of Beauharnois. } NEST LUSSIER AND
No. 132. } JOSEPH DUROCHER,
Insolvents; and NARCISSE PAPINEAU, peti-
tioner; and AMBROISE L. KENT AND AL-
PHONSE TURCOTTE, joint curators.

A lot of land situate in the city of Salaberry de Valleyfield, known and described on the official plan and book of reference of the town of Salaberry of Valleyfield, as number four hundred and forty four A (444 A).

To be sold at the sheriff's office, in the court house, in the city of Salaberry of Valleyfield, on WEDNESDAY, the TWENTY EIGHTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

PHILEMON LABERGE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry of Valleyfield, 19th May, 1905. 2000

[First published, 27th May, 1905].

Sheriff's Sales—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montréal.

Montreal, to wit: } ALEXANDRE McDOU-
No. 764. } A GALL, of the city and
district of Montréal, importer, as heretofore doing
business as such alone under the style and firm of
"A. McDougall & Co." Plaintiff; against the lands
and tenements of ERNEST PERRAULT, of the
same place, Defendant.

The part of the said Ernest Perrault, in a lot situate on Panet street, in the city of Montréal, said lot being known and described as being a part of the lot number one hundred (100), of the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, in the said city; the said part of lot being bounded in front by Panet street, in rear by John Donnelly, on one side partly by J. A. Labadie and partly by another piece of lot number one hundred, and on the other side by number one hundred and one (101), of the said Saint Mary's ward—with a brick house and other dependencies thereon erected, and a right of passage in common with others.

To be sold at my office, in the city of Montréal, the TWENTIETH day of JULY next, at THREE o'clock in the afternoon.

P. M. DURAND,
Sheriff's Office, Deputy Sheriff.
Montreal, 14th June, 1905. 2242

[First published, 17th June, 1905.]

Ventes par le Shérif—Ottawa

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis, et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionnés plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Ottawa, à savoir : } **T**HE TRUST AND LOAN
No 24. } **C**OMPANY, corps poli-
tique et incorporé, ayant sa principale place d'affai-
res pour la province de Québec, dans la cité et
district de Montréal, Demanderesse ; contre EVA-
RISTE MARQUIS, ci-devant de la cité de Hull,
maintenant du canton de Templeton, dans le dis-
trict d'Ottawa, Défendeur, à savoir :

1° Tout ce lot de terre sis et situé dans la cité de Hull, dans le comté de Wright, connu et décrit aux plan et livre de renvoi officiels de la cité de Hull, sous le numéro cinq cent soixante et six (566), du quartier numéro trois, de la dite cité de Hull, contenant soixante pieds et trois quarts sur la rue Wright, sur quarante-deux pieds et un quart de largeur, mesure anglaise, plus ou moins—circonstances et dépendances.

2° Tout ce morceau de terrain sis et situé dans la dite cité de Hull, dans le comté de Wright, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels comme étant la partie sud du lot numéro cinq cent soixante et cinq (565), du quartier numéro trois, de la dite cité de Hull, la dite partie sud du lot No 565, contenant neuf pieds et un quart de largeur sur soixante et neuf pieds de profondeur, le tout mesure anglaise, plus ou moins ; borné au sud par le lot No 566 ci-dessus décrit, au nord par le résidu du dit lot No 565, à l'est par la rue Lake, et à l'ouest par le lot No 687—avec toutes les bâtisses érigées sur le dit morceau de terre composé comme susdit.

Pour être vendus dans mon bureau, dans la cité de Hull, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

C. M. WRIGHT,

Bureau du shérif,
Hull, 11 mai 1905.

Shérif.
2017

[Première publication, 27 mai 1905].

Sheriff's Sales—Ottawa

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Ottawa, to wit : } **T**HE TRUST AND LOAN COM-
No. 24. } **P**ANY, body politic and in-
corporate, having its place of business for the
province of Quebec, in the city and district of Montreal,
Plaintiff ; against EVARISTE MARQUIS, formerly
of the city of Hull, and now of the township of
Templeton, in the district of Ottawa, Defendant to
wit :

1. All that lot of land lying and situate in the city of Hull, in the county of Wright, known and described on the official plan and in the book of reference of the city of Hull, under the number five hundred and sixty-six (566), of the ward number three, of the said city of Hull, containing sixty feet and three quarters on Wright street, by forty two feet and a quarter in width, english measure, more or less—with the members and appartenances.

2. All that certain piece of land lying and situate in the said city of Hull, in the county of Wright, known and designated on the official plan and book of reference as being the south part of lot number five hundred and sixty five (565), of ward number three, of the said city of Hull, containing the said south part of lot No. 565, nine feet and a quarter in width by sixty nine feet in depth ; the whole more or less, english measure ; bounded to the south by the above described lot No. 566, to the north by the remainder of the said lot No. 565, to the east by Lake street and to the west by lot No. 687—with all the buildings erected on the said piece of land composed as aforesaid.

To be sold at my office, in the city of Hull, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, at TEN of the clock in the forenoon.

C. W. WRIGHT,

Sheriff's Office,
Hull, 11th May, 1905.

Sheriff.
2018

[First published, 27th May, 1905].

Ventes par le Shérif—Québec

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir : } **H**ONORE PAQUET ES-QUA-
No 2390. } **L**ITÉ ; contre **D**A
DEMERISE CAMPAGNA ET VIR, à savoir :

La juste moitié indivise du lot No 1636 (mille six cent trente-six), du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Sauveur de Québec, étant un emplacement situé sur la rue Massue, contenant 40 pieds de front sur 60 pieds de profondeur, et de la maison dessus construite—circonstances et dépendances. Sujet à une rente annuelle de \$6.00, payable le 29 juin aux Dames Religieuses de l'Hotel-Dieu de Québec.

Pour être vendue à mon bureau, en la cité de Québec, le VINGT ET UNIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures du matin.

J. B. AMYOT,

Bureau de Shérif,
Québec, 15 juin 1905.

Député-Shérif.
2259

[Première publication, 17 juin 1905.]

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS.

Québec, to wit : } **H**ONORE PAQUET, ES-QUA-
No. 2390. } **L**ITÉ ; against **D**A
DEMERISE CAMPAGNA ET VIR, to wit :

The undivided half of lot No. 1636 (one thousand six hundred and thirty six), of the official cadastre of the parish of Saint Sauveur de Québec, [being a lot situate on Massue street, containing 40 feet in front by 60 feet in depth, and the house thereon erected—circumstances and dependencies. Subject to a yearly rent of \$6.00, payable on the 29th of June to the Reverend Religious Ladies of the Hotel Dieu of Quebec.

To be sold at my office, in the city of Quebec, on the TWENTY FIRST day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

J. B. AMYOT,

Sheriff's office,
Quebec, 15th June, 1905.

Deputy Sheriff.
2260

[First published, 17th June, 1905.]

Ventes par le Shérif—St-François

A VIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } **L** HONORABLE WIL-
No 800. } **L** LIAM WHITE, De-
mandeur; contre JAMES DUNSMORE, Défendeur.

Ce lot de terre situé sur la rue Island, dans le quartier nord de la cité de Sherbrooke, connu sur le plan du cadastre officiel et au livre de renvoi pour le dit quartier nord, comme lot numéro six cent vingt deux (622)—ensemble avec la maison et bâtisses sus érigées; borné en front par la dite rue.

Pour être vendu dans mon bureau, au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, le DIX-HUITIEME jour de JUILLET prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 14 juin 1905. 2267

[Première publication, 17 juin 1905].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Dans la Cour de Circuit, dans et pour le comté de Stanstead, à Coaticook.
Saint-François, à savoir: } **L** A BANQUE NATIO-
No 5774. } **L** NALE, Demande-
resse; contre GEORGE FAVREAU, Défendeur.

Ces morceaux de terre situés dans le canton de Auckland, dans le district de Saint-François, connus comme étant les soixante et quinze acres ouest de la moitié est, et les vingt cinq acres est de la moitié ouest du lot numéro six (6), dans le premier rang du plan de cadastre officiel et au livre de renvoi du dit canton d'Auckland, les dits deux morceaux de terre constituant une ferme; bornés en front par chemin public, en arrière par la ligne de ville entre les cantons de Hereford et Auckland, d'un côté par la terre de Euclide Favreau, et de l'autre côté par la terre de Aimé Favreau—avec les bâtisses sus-érigées et améliorations faites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint Malo d'Auckland, le VINGT-SEPTIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

HENRY AYLNER,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 23 mai 1905. 2029-2

[Première publication, 27 mai 1905.]

Avis du Gouvernement

Avis public est par le présent donné que, en vertu de la "loi corporative des compagnies à fonds social", des lettres patentes ont été émises sous le grand Sceau de la province de Québec, en date du dixième jour de juin 1905, incorporant MM. Louis Edmond Dufresne, hôtelier, Pierre J. Héroux, négociant, Joseph J. Ryan, contracteur, tous trois de la cité des Trois-Rivières, Georges Théodule Hamelin, pilote, Euclide Archambeault, médecin, Emile Houde, cultivateur, Louis J. Trottier, cultivateur, ces derniers de la paroisse de Grondines, pour les fins suivantes, savoir: acheter, acquérir, louer, vendre et disposer généralement de carrières de pierre de taille, de carrière de pierre à chaux, de terrains bâtisses, constructions de quais; extraire, manufacturer, fabriquer et vendre la pierre de taille, la pierre à chaux, la chaux, la brique, le béton et le

Sheriff's Sales—St. Francis

PUBLIC NOTICE is hereby given that the un-dermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } **T** HE HONORABLE
No. 800. } **T** WILLIAM WHITE,
Plaintiff; against JAMES DUNSMORE, Defend-ant:

That certain lot of land situate on Island street, in the north ward of the city of Sherbrooke, known on the official cadastral plan and book of reference for the said north ward, as the lot number six hundred and twenty-two (622)—together with the house and buildings thereon erected and made; bounded in front by the said street.

To be sold at my office, at the court house, in the city of Sherbrooke, on the EIGHTEENTH day of JULY next, at TEN of the clock in the forenoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 14th June, 1905. 2268

[First published, 17th June, 1905.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

In the Circuit Court, in and for the county of Stanstead, at Coaticook.
Saint Francis, to wit: } **L** A BANQUE NATIO-
No. 5774. } **L** NALE, Plaintiff;
against GEORGE FAVREAU, Defendant.

Those pieces or parcel of land situate in the town-ship of Auckland, in the district of Saint Francis, known as being the west seventy five acres of the east half, and the east twenty five acres of the west half of the lot number six (6), in the first range on the official cadastral plan and book of reference of the said township of Auckland, the said two pieces of land constituting one farm; bounded in front by the public road, in rear by the town line between the townships of Hereford and Auckland, on one side by land belonging to Euclide Favreau, and on the other side by land owned by Aimé Favreau—with the buildings and improvements thereon erected and made.

To be sold at the church door of the parish of Saint Malo of Auckland, on the TWENTY SEVENTH day of JUNE next, at TWO of the clock in the afternoon.

HENRY AYLNER,

Sheriff's Office, Shérif.
Sherbrooke, 23rd May, 1905. 2030

[First published, 27th May, 1905.]

Government Notice

Public notice is hereby given that, under the "Joint Stock Companies Incorporation Act", letters patent have been issued under the great Seal of the province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1905, incorporating Messrs. Louis Edmond Dufresne, hotelkeeper, Pierre J. Héroux, trader, Joseph J. Ryan, contractor, all three of the city of Three Rivers, Georges Théodule Hamelin, pilot, Euclide Archambeault, physician, Emile Houde, farmer, Louis J. Trottier, farmer, the latter of the parish of Grondines, for the following purposes, namely: to buy, acquire, lease, sell and dispose generally of quarry cut stone, of limestone quarries, of lands, buildings and wharves; to extract, prepare, fabricate and sell cut stone, limestone, lime, brick, concrete and cement; to buy acquire, lease and dispose of all sorts of machinery

ciment; acheter, acquérir, louer et disposer de toutes machineries servant à extraire, manufacturer, fabriquer et exploiter les divers objets ci-dessus; acheter, vendre, acquérir, louer et construire des quais, bateaux à vapeur, bateaux à voile, chalands pour le transport d'aucun de ces objets ci-dessus extraits, manufacturés et fabriqués; passer des contrats et contracter généralement pour la vente et la pose des divers objets ci-dessus mentionnés; contracter pour la construction et construire des quais, bâtisses et généralement tous ouvrages dans la construction desquels entrent aucun des objets ci-dessus énumérés, sous le nom de "The Grondines Stone, Lime and Brick Company", avec un fonds social de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en quatre cents (400) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

Daté au bureau du secrétaire de la province de Québec, ce douzième jour de juin 1905.

JOS. BOIVIN,

2223 Sous-secrétaire de la province.

Québec, 16 juin 1905.

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil, en date du 15 juin 1905, d'autoriser, en faveur de Joseph Alphonse Emile Boileau, écuyer, notaire public, demeurant et pratiquant en la cité de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de feu Marie Théophile Napoléon Bleau, en son vivant notaire public, demeurant et pratiquant au même endroit, conformément aux dispositions du code du notariat.

L. RODOLPHE ROY,
Secrétaire de la province.

2269

Avis de Faillites

Province de Québec, }
District de Montréal. } *Cour Supérieure.*
Dans l'affaire de Miller & Schwartz, marchands,
Montréal (Globe Importing Co.), Faillis.
Avis est par le présent donné que les dits faillis ont fait, ce jour, un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers au bureau du protonotaire, Montréal.

ARTHUR W. WILKS,
Député gardien provisoire.

Bureau de Wilks & Michaud,
205, rue Saint-Jacques.
Montréal 15 juin 1905. 2265

Avis est donné que O. L. Richardson & Sons, de Québec, marchands et manufacturiers, ont fait cession de leurs biens, le 13 juin 1905, au bureau du protonotaire de la cour supérieure, du district de Québec.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Gardiens provisoires.

Québec, 13 juin 1905. 2263

Avis est donné que Dame Prudence Fortin, faisant affaires sous le nom de Dame C. Pelletier, de Mont-Joli, comté de Rimouski, marchande, a fait cession de ses biens, le 10 juin 1905, au bureau du protonotaire de la cour supérieure du district de Rimouski.

GEORGES LEFAIVRE,
Gardien provisoire.

Québec, 10 juin 1905. 2261

Index de la Gazette Officielle de Québec, No. 24.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS: — Dmes Bélanger vs Henry, 998; Bernier vs Blanchet, 998; Fortier vs Durocher, 999; Lampron vs Lambert, 999; Lépine vs Plante, 999; Lussier vs Riendeau, 998; Manuel vs Mooney, 999; O'Reilly vs Calvé, 998; Pilon vs Binette, 999.

used to extract, manufacture, fabricate and utilize the above named articles; to buy, sell, acquire, lease and build wharves, steamboats, sailing boats, lighters for the conveyance of any of the articles herein above extracted, manufactured, fabricated; to pass contracts and to contract generally for the construction and erection of wharves, buildings, and generally all works into the construction of which enter any of the objects herein above named, by the name of "The Grondines Stone, Lime and Brick Company", with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into four hundred (400) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

Dated at the office of the secretary of the province of Quebec, this twelfth day of June, 1905.

JOS. BOIVIN,

2224 Deputy Provincial Secretary.

Québec, 16th June, 1905.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council, dated the 15th of June, 1905, to authorize, in favor of Joseph Alphonse Emile Boileau, esquire, notary public, practising and residing in the city of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of the late Marie Théophile Napoléon Bleau, in his lifetime notary public, residing and practising at the same place, pursuant to the provisions of the notarial code.

L. RODOLPHE ROY,
Provincial Secretary.

2270

Bankrupt Notices

Province of Québec, }
District of Montréal. } *Superior Court.*
In the matter of Miller & Schwartz, merchants,
Montréal (Globe Importing Co.), Insolvents.
Notice is hereby given that the said insolvents have, this day, made, in the prothonotary's office, in Montréal, a judicial abandonment of their property for the benefit of their creditors.

ARTHUR W. WILKS,
Deputy provisional guardian.

Office of Wilks & Michaud,
205, Saint James street.
Montreal, 15th June, 1905. 2266

Notice is given that on the 13th day of June, 1905, O. L. Richardson & Sons, of Québec, merchants and manufacturers, have made a judicial abandonment of their property, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Québec.

LEFAIVRE & TASCHEREAU,
Provisional guardians.

Québec, 13th June, 1905. 2264

Notice is given that Dame Prudence Fortin, carrying on business under the name, style and firm of Dame C. Pelletier, of Mont Joli, county of Rimouski, has, on the 10th day of June, 1905, made a judicial abandonment of her property, at the prothonotary's office of the superior court for the district of Rimouski.

GEORGES LEFAIVRE,
Provisional guardian.

Québec, 10th June, 1905. 2262

Index of the Quebec Official Gazette, No. 24.

ACTIONS IN SEPARATION AS TO PROPERTY: — Dmes Bélanger vs Henry, 998; Bernier vs Blanchet, 998; Fortier vs Durocher, 999; Lampron vs Lambert, 999; Lépine vs Plante, 999; Lussier vs Riendeau, 998; Manuel vs Mooney, 999; O'Reilly vs Calvé, 998; Pilon vs Binette, 999.

ANNONCEURS : — Avis aux : — Concernant avis, etc., 989.

AUTORISÉES A FAIRE DES AFFAIRES : — The Dodge Manufacturing Company of Toronto, 990 ; The Gunn, Langlois & Coy, 991 ; National Cash Register Coy, 991 ; Liverpool & London & Globe Insurance Coy, 990 ; The Excelsior Life Insurance Coy, 991.

AVIS : — La Cie du Téléphone du comté de Saint-Maurice, 997.

BILLS PRIVÉS, P. Q. : — Avis au sujet des : — Assemblée législative, 995 ; Conseil législatif, 994.

ELECTION : — Etat des dépenses : — District électoral de Montréal, No 2, l'hon. L. Gouin, 998.

EXAMENS : — Association des architectes de la province de Québec, 997 ; Barreau : section Saint-François, 1001 ; Québec, 1001 ; Montréal, 1000 ; Mesureurs de bois, 991.

FAILLIS : — Alder Bros, 1003 ; Bergeron, 1001 ; Censer, 1003 ; Chouinard & Cie, 1002 ; de Montigny, 1002 ; Fortin (Dme), 1011 ; Griffin (Dme), 1003 ; Hus (Dme) et vir, 1002 ; Klineberg, 1002 ; Lafond, 1002 ; Laing, 1003 ; Miller & Schwartz, 1011 ; Richardson & Sons, 1011 ; Shiller, 1004 ; Steele, 1003.

LETTRES PATENTES : — The Grondines Stone, Lime & Brick Coy, 1011.

NOMINATION : — Inspecteur d'écoles : — Saint-Michel, Bellechasse, 989.

NOTAIRES, MINUTES DE, DEMANDE DE TRANSFERT : — De A. Durocher par H. L. Cardin, 991.

NOTAIRES, MINUTES DE, TRANSFÉRÉES : — En faveur de J.A. E. Boileau, 1011

PROCLAMATION : — Convocation des chambres, 989.

RÈGLES DE COUR : — Hood vs The Mechanics Bank, 1004 ; The Montreal Loan & Mortgage Co vs héritiers Mathieu, 1004.

VENTE DE LIMITES A BOIS, 991.

VENTE PAR LICITATION : — Primeau vs Dme Vallée et al, 1005.

VENTES PAR LES SHERIFS

ARTHABASKA : — Giguère vs Allard, 1006 ; McKeown vs Dme Margery, 1006.

BEAUCE : — Maheu et al vs Lachance, 1007.

BEAUHARNOIS : — Lussier & Durocher, Faillis, 1007 ; Lussier & Durocher, Faillis, 1003.

MONTREAL : — McDougall vs Perrault, 1008.

OTTAWA : — The Trust & Loan Coy vs Marquis, 1009.

QUÉBEC : — Paquet vs qual vs Dme Campagna et vir, 1009.

SAINT-FRANÇOIS : — White vs Dunsmore, 1010.

ADVERTISERS : — Notice to : — Respecting notices, &c., 989.

AUTHORIZED TO DO BUSINESS : — The Dodge Manufacturing Company of Toronto, 990 ; The Gunn, Langlois & Coy, 991 ; National Cash Register Coy, 991 ; Liverpool & London & Globe Insurance Coy, 990 ; The Excelsior Life Insurance Coy, 991.

NOTICE : — La Cie du Téléphone du comté de Saint-Maurice, 997.

PRIVATE BILLS, P. Q. : — Notices respecting the : — Legislative Assembly, 995 ; Legislative Council, 994.

ELECTION : — Statement of costs : — Electoral district of Montreal, No. 2, Hon. L. Gouin, 998.

EXAMINATIONS : — Province of Quebec Association of Architects, 997 ; Bar : section of Saint-François, 1001 ; Québec, 1001 ; Montreal, 1000 ; Cullers, 991.

INSOLVENTS : — Alder Bros, 1003 ; Bergeron, 1001 ; Censer, 1003 ; Chouinard & Cie, 1002 ; de Montigny, 1002 ; Fortin (Dme), 1011 ; Griffin (Dme), 1003 ; Hus (Dme) et vir, 1002 ; Klineberg, 1002 ; Lafond, 1002 ; Laing, 1003 ; Miller & Schwartz, 1011 ; Richardson & Sons, 1011 ; Shiller, 1004 ; Steele, 1003.

LETTERS PATENT : — The Grondines Stone, Lime & Brick Coy, 1011.

APPOINTMENT : — School inspector : — Saint-Michel, Bellechasse, 989.

NOTARIAL MINUTES, APPLICATION FOR TRANSFER : — From A. Durocher by H. L. Cardin, 991.

NOTARIAL MINUTES TRANSFERRED : — In favor of J. A. E. Boileau.

PROCLAMATION : — Parliament convoked, 989.

RULES OF COURT : — Hood vs The Mechanics Bank, 1004 ; The Montreal Loan & Mortgage Co vs heirs Mathieu, 1004.

SALE OF TIMBER LIMITS, 991.

SALE BY LICITATION : — Primeau vs Dme Vallée et al, 1005.

SHERIFFS' SALES

ARTHABASKA : — Giguère vs Allard, 1006 ; McKeown vs Dme Margery, 1006.

BEAUCE : — Maheu et al vs Lachance, 1007.

BEAUHARNOIS : — Lussier & Durocher, Insolvents, 1007 ; Lussier & Durocher, Insolvents, 1008.

MONTREAL : — McDougall vs Perrault, 1008.

OTTAWA : — The Trust & Loan Coy vs Marquis, 1009.

QUÉBEC : — Paquet vs qual vs Dme Campagna et vir, 1009.

SAINT FRANCIS : — White vs Dunsmore, 1010.

QUÉBEC : — Imprimée par CHARLES PAGEAU Imprimeur de Sa Très Excellente Majesté le Roi.

QUEBEC : — Printed by CHARLES PAGEAU, Printer to His Most Excellent Majesty the King.